

## *Continentalisation*

Notes et Études – Étude 00-2  
mars 2000

---

# **LE LIBAN À L'ÈRE DES «AJUSTEMENTS STRUCTURELS » : MAUVAISE GOUVERNANCE ET RETOUR AUX DÉSÉQUILIBRES D'AVANT-GUERRE**

**Nemer H. Ramadan**



### **Groupe de recherche sur l'intégration continentale**

Université du Québec à Montréal  
Département de science politique  
C.P.8888, succ.Centre-ville, Montréal, H3C 3P8

<http://www.unites.uqam.ca/gric>

**ABSTRACT<sup>1</sup>.** *In order to defend its “Horizon 2000” scheme, the Hariri government, that came to power at the end of 1992 under peculiar national and regional circumstances, used to brush aside its critics by claiming that the structural woes that plague the Lebanese economy are solely due to war, thus justifying the big and at times lavish spendings on its infrastructure projects that contributed to the ballooning of public debt. No one can deny the fact that sixteen years or so of on again off again military clashes disrupted the country’s economic activities, accentuated the dollarization of the economy, accelerated the flight of thousands of Lebanese civilians, and left the State in tatters. The Second Republic, declared on the ruins of the first one in 1990-1991, had on her hands the tremendous task of revamping an economy that continues to be dominated by a historically parochial private sector, and most importantly, (re) build the State itself, or “the Lebanon that never was,” as amply put by Talal Salman, editor of the Arabic daily, *Assafir*. This paper maintains that this scheme, which is inspired by a purely economist vision of Lebanon’s post-war(s) predicament, repeats the First Republic’s errors through an overall development plan centered in and around the “Greater Beirut” area, that strengthen the centrality of the tertiary sector in the national economy, thus exacerbating even more the structural problems inherited from the pre-war era, without any sound reassessment of Lebanon’s past, present, and future. With full view of the havoc brought on Lebanon by regional volatile politics, this paper concludes that the first step on the road to redeme the ever growing structural gaps in the Lebanese economy has to be primarily political in nature: ending the confessional state.*

---

<sup>1</sup>. Ce texte est une version remaniée d’une communication que nous avons présentée au 71e colloque de l’Association canadienne de science politique, qui s’est tenu dans le cadre du Congrès des sciences humaines et sociales à l’Université Sherbrooke (6-8 juin 1999). Le concept de *bonne gouvernance* est utilisé ici au sens où un gouvernement serait capable d’entreprendre des *réformes*, c’est-à-dire des “changements opéré[s] en vue d’une amélioration [dans l’intérêt public]” (Madeleine GRAWITZ, *Lexique des sciences sociales*, 6e édition, Paris, Dalloz, 1994, p. 331). Sur la bonne gouvernance selon la Banque mondiale voir, Bonnie CAMPBELL, “Débats actuels sur la reconceptualisation de l’État par les organismes de financement multilatéraux et l’USAID”, *Politique africaine*, no 61, mars 1996, p. 21. Seules les références ayant servi à cette étude sont citées en bibliographie.

Pour la première fois de sa jeune histoire, le Liban a été, dès le début de 1993, soumis à un vaste programme d'«ajustement structurel»<sup>2</sup> avec l'encouragement de la Banque mondiale<sup>3</sup> et du Fonds monétaire international (FMI). Cette date coïncidait avec la nomination à la tête du Cabinet de Rafic Hariri, un homme d'affaires bénéficiant d'appuis régionaux et internationaux. La nomination de Hariri survenait dans la foulée d'une «mini-révolte» ayant balayé le gouvernement Karamé,<sup>4</sup> et accéléré la sortie du gouvernement Solh à cause de la détérioration des conditions de vie occasionnée par la montée rapide du dollar américain face à la livre libanaise.<sup>5</sup> Le changement de gouvernement insuffla à travers le spectre socio-politique et économique national un certain optimisme car Hariri, une personne ne faisant pas

<sup>2</sup> . Si nous utilisons les guillemets c'est pour souligner le fait que le Liban (à l'instar de la majorité des pays arabes) est bel et bien assujéti à un tel programme, sans que la Banque mondiale ou le FMI soient ses *seuls* instigateurs. En effet, l'élite libanaise (regroupant les notabilités traditionnelles, les détenteurs de larges domaines fonciers, les banquiers, les nouveaux riches venant des pays du Golfe arabe et, à moindre égard, les chefs de milices recyclés en hommes politiques et absorbés par ce que nous appelons la nomenklatura libanaise. Voir la note 150) a une confiance inébranlable dans les vertus du libéralisme économique (voir section 3). Les quelques prêts que le Liban a reçus sont liés à presque aucune *conditionalité*, sinon de persévérer dans le même chemin. Les conséquences de tels programmes n'ont mérité qu'une seule étude de la part du FMI (Taher H. KANAAN, *The Social Effects of Economic Adjustment on Arab Countries*, Washington, D.C., FMI, 1997).

<sup>3</sup> . Le préjugé favorable de cet organisme (voir la note 4) apparaît lorsque dans le *World Bank Classification of Economies*, le Liban est placé parmi les pays les moins endettés en dépit du niveau très élevé de la dette nationale (22 milliards \$US). Par ailleurs, le rôle de la Banque mondiale est appelé à devenir plus important sous le nouveau gouvernement Hoss, formé en novembre 1998, surtout en ce qui a trait à la privatisation (farouchement opposée par plusieurs groupes) de certains services et sociétés d'État (Osama HABIB, «World Bank to help survey candidates for privatization», *The Daily Star* [Beyrouth], 12 décembre 1998). Nos analyses et nos conclusions s'appliquent aussi au gouvernement Hoss qui a adopté la ligne et la pensée politiques de l'ancien gouvernement. Lorsqu'il était dans l'opposition, le premier ministre Hoss ne cessait de dénoncer les politiques économiques et sociales de Hariri qui, selon lui, menaient le pays au désastre. D'où ses déclarations répétées sur «*al-tirka al-thaqila*», le lourd héritage laissé par son prédécesseur («Des manquements dans la Déclaration ministérielle», *Arabweek* (Beyrouth), 12 décembre 1998 [<http://www.arabweek.com.lb/arabweek.com.lb/pdfs/2045/liban2.pdf>]). Voir aussi la note 60.

<sup>4</sup> . À ne pas oublier les conséquences de la crise Irak-Koweït (août 1990-février 1991), et le lancement du processus de «paix» à Madrid en octobre 1991. «La mode idéologique étant à l'apologie des bienfaits de la globalisation, on exalte un Proche-Orient que pacifieraient l'ouverture et le développement des échanges entre Arabes et Israéliens. Du coup, la reconstruction libanaise est apparue en Occident comme un premier succès sur la voie de la reconstruction régionale, après les déchirements de la guerre froide et de la guerre du [Koweït]»(Georges CORM, «Le «miracle libanais» en péril», *Le Monde diplomatique* [Paris], avril 1998, p. 4). Malgré ses critiques féroces du premier ministre Hariri (Georges CORM, *Le Proche-Orient éclaté - II: mirages de paix et blocages identitaires, 1990-1996*, Paris, La Découverte, 1997, pp. 177-183) et ses penchants socialisants, cet auteur, qui a été nommé en 1998 ministre des Finances dans le gouvernement Hoss, collabore étroitement avec la Banque mondiale (voir les notes 3 et 87).

<sup>5</sup> . Durant les années 1970, le dollar américain équivalait deux L.L. et demi. Il a commencé à grimper dès le milieu des années 1980 avec la dollarisation croissante de l'économie. Dès 1993, le premier gouvernement Hariri a stabilisé le dollar autour des 1500 LL.

partie de l'establishment libanais traditionnel,<sup>6</sup> était perçu comme le remède parfait à la crise.

Dès son entrée en fonction, Hariri cacha mal son intention de laisser ses empreintes<sup>7</sup> sur le développement post-guerre du Liban à travers des immenses projets de "reconstruction" du centre de Beyrouth (l'ancien *souk*).<sup>8</sup> La logique étant de vouloir "refaire" de la capitale libanaise la plaque tournante du commerce entre les pays industrialisés et le hinterland arabe et le centre de recyclage de pétrodollars.<sup>9</sup> Mais il semble que la *mentalité de l'infrastructure*,<sup>10</sup> qui est derrière ces projets "qui se sont révélés une aventure trop ambitieuse et hasardeuse",<sup>11</sup> ne fait que répéter les erreurs de la Première République à travers un développement économique fortement auto-centré sur la capitale libanaise, et axé sur le secteur tertiaire.<sup>12</sup> C'est pourquoi nous insistons sur le fait que les déséquilibres structurels, qui handicapent le développement

---

<sup>6</sup>. Samir KASSIR, "Au Liban, un pouvoir sans responsabilité, des querelles sans enjeux", *Le Monde diplomatique*, octobre 1994, p. 20.

<sup>7</sup>. Deux mois après l'entrée en fonction de Hariri, un banquier libanais s'est exclamé "[that] he [i.e. Hariri] himself has become the economy. What happens if he goes bankrupt, or fails, or get killed" (*The Christian Science Monitor* [Boston], 22 décembre 1992). Le refus de Hariri de reprendre les fonctions de premier ministre, après l'élection du général Émile Lahoud à la présidence de la République à la fin de 1998, a choqué plusieurs. Ce geste n'a pu camoufler la réalité que, depuis la fin de 1995, le Liban est entré dans une véritable récession économique.

<sup>8</sup>. En réalité, ce sont des projets de *construction* car on démolit tout et on construit de nouveau, en particulier au centre historique de la capitale (Rana SAMARA, *Urban Reconstruction in the Twentieth-Century: The Postwar Deconstruction of Beirut, Lebanon*, thèse de maîtrise, Montréal, School of Architecture, McGill University, 1996. Lana CAPTAN et Reem HADDAD, "Beirut "dying" under architectural assault", *The Daily Star*, 12 décembre 1997. Marjorie MILLER, "Postwar Beirut Now Beckons Americans", *L.A. Times* [Los Angeles], 25 décembre 1997).

<sup>9</sup>. Louis G. HOBEIKA, "Can Beirut Become a Regional Financial Center by 1996?", *Middle East Executive Report*, vol. 17, no 9, septembre 1994, pp. 9-15. En 1956, le Liban a institué un régime de secret bancaire total. Le gouvernement, qui considère ce régime comme un atout précieux pour attirer les capitaux étrangers, a rejeté à deux reprises des demandes américaines pour faire cesser cette pratique pour endiguer les blanchiments d'argent. Sur les secteurs bancaires libanais et suisse voir, Chafic NEHME, "Banking Secrecy in Lebanon: A Comparison with Switzerland", *Middle East Executive Report*, vol. 18, no 1, janvier 1995, p. 8, 16.

<sup>10</sup>. Expression empruntée à Joseph SMEHA, *Par décision, non par coïncidence. Sur la moralité de la Deuxième République*, Beyrouth, Dar Al-Jadid, 1996 (en arabe). Cette "mentalité" n'est cependant pas nouvelle. En 1944-45, 60% des dépenses gouvernementales ont été consacrées à des travaux d'infrastructure à Beyrouth et dans les grandes villes côtières.

<sup>11</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1995-1996*, London, 1995, p. 15 (notre traduction). Ils sont mieux connus sous le nom "Horizon 2000". Le gouvernement libanais s'était fixé comme échéancier 2004 pour terminer ces travaux. La crise que traverse le Liban depuis 1995 rend de plus en plus incertaine leur conclusion à temps.

<sup>12</sup>. Un bon indicateur serait les profits records des banques opérant au Liban (Economist Intelligence Unit, "Lebanese Finance: Banking Sector Growth Reach Record Level", *ViewsWire*, 10 avril 1998). Mais aussi, l'augmentation de leur nombre. En 1997, on dénombrait 117 banques avec 743 succursales. Leurs dépôts sont estimés entre 26 et 29 milliards de dollars (Bank of Lebanon, *The Lebanese Banking and Financial Sectors*, Beyrouth, 1997). Le nombre des banques commerciales a diminué un peu depuis le mois de novembre 1997 avec la fusion de certaines d'entre elles. La Banque centrale encourage les fusions bancaires pour "préparer" ce secteur à la compétition étrangère. Des centaines de personnes, qui ont été mises sur pied, réclament toujours un traitement équitable.

“équilibré” du Liban,<sup>13</sup> n’ont pas été (uniquement) causés par la guerre comme le laisse entendre l’idéologie officielle. Notre argument est que ces déséquilibres, qui furent le produit d’une époque bien datée, ont été perpétués depuis par un laisser-faire érigé en dogme par l’élite<sup>14</sup> dominante qui est derrière l’instabilité endémique au Liban. C’est pourquoi, nous concluons qu’aucune correction des déséquilibres structurels de l’économie libanaise et “qu’aucun plan de reconstruction ne [pourront] réussir sur des bases économiques seulement”.<sup>15</sup> Un tel objectif ne peut être tributaire que d’une solution multidimensionnelle qui est foncièrement politique: sortir de l’État confessionnel.<sup>16</sup>

### Méthodologie de la recherche

Pour bien comprendre les politiques d’ajustement structurel enclenchées au Liban il y a sept années déjà, “aucune analyse de changement [...économique...] ne peut se dérouler sainement sans une mise en perspective historique et sans que celle-ci ne soit articulée autour de la liaison complexe de l’instance du politique avec celle des évolutions socio-économiques internes”.<sup>17</sup> Notre argumentation sera faite en trois temps.

Premièrement, nous verrons les déterminants internes et externes qui ont façonné le développement économique et politique du Liban depuis le 19<sup>e</sup> siècle. “La tradition d’un État libéral, aux ressources financières restreintes et au pouvoir d’intervention limité, est inscrite dans l’histoire du Liban dès la période du mandat. Elle pèse désormais lourd dans l’économie politique du pays”.<sup>18</sup>

Deuxièmement, nous examinons succinctement l’évolution de l’économie libanaise depuis 1945 dans un climat interne de libéralisme, d’une part, et dans un

---

<sup>13</sup>. C’est, en fait, un des points de l’accord de Taëf (document d’entente nationale), conclu en Arabie saoudite en 1989, et sur lequel se base la Deuxième République. Pour plus de détails, voir la section 5.

<sup>14</sup>. Devant la crise grave qui accable les économies des pays de l’Asie du Sud-Est, cette élite prétend que le Liban n’a rien à craindre (“Hariri: le Liban ne sera pas affecté par la crise financière”, *Alhayat* [London], 3 septembre 1998) car il possède un “secteur bancaire solide”, et les institutions internationales continuent à avoir confiance dans le chemin frayé depuis 1993. C’est ainsi qu’elle signale le succès de la vente des bonds du trésor sur les marchés internationaux, et la disponibilité de la Banque mondiale, entre autres, à financer certains projets comme ce fut le cas avec l’aéroport de Beyrouth dont la rénovation coûtera 500 millions \$US.

<sup>15</sup>. Salim NASR, “New Social Realities and Post-War Lebanon: Issues for Reconstruction”, dans Samir KHALAF et Philip S. KHOURY (éds.), *Recovering Beirut: Urban Design and Post-War Reconstruction*, Leiden, E.J. Brill, 1993, p. 76 (notre traduction).

<sup>16</sup>. Mahdi AMEL, *L’État confessionnel: le cas libanais*, Montreuil, La Brèche, 1996. Les origines du confessionalisme au Liban sont aussi modernes que l’État libanais lui-même (voir les notes 53 et 54).

<sup>17</sup>. Georges CORM, “Systèmes de pouvoir et changements sociaux et régionaux au Machrek arabe”, dans *Annuaire de l’Afrique du Nord*, Paris, Éditions du CNRS, Tome XXV, 1987, p. 40.

<sup>18</sup>. Elizabeth PICARD, *Liban: État de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*, Paris, Flammarion, 1988, p. 73.

environnement régional en effervescence depuis le milieu des années 1940, d'autre part, en passant par seize années de guerre incivile.<sup>19</sup>

Troisièmement, nous présentons les politiques d'ajustement structurel en cours au Liban depuis 1993, "impliqu[ant] des changements substantiels dans les priorités sectorielles et institutionnelles de l'économie [libanaise de l'après-guerre]".<sup>20</sup> Si nous décelons une certaine utilisation politique des ressources économiques, cette partie n'adoptera aucunement "une interprétation cynique dans laquelle tout [le] projet [Hariri] n'e[st] perçu que comme un habillage de choix politiques et d'intérêts particuliers".<sup>21</sup> Dans cette partie, notre approche historico-politologique s'appuiera sur des sources en bonne partie primaires telles les publications officielles du gouvernement libanais, de la Banque mondiale, de l'*Economic and Social Commission for Western Asia* (ESCWA), etc., car les études sur la conjoncture actuelle sont peu nombreuses, d'autant plus que la scène politique nationale se caractérise par une volatilité déconcertante.<sup>22</sup> Enfin, nous amenons quelques réflexions sur les ingrédients d'une véritable reconstruction économique.

---

<sup>19</sup>. Ahmad BEYDOUN, *Le Liban: itinéraire dans une guerre incivile*, Paris, Khartala, 1993.

<sup>20</sup>. Définition des ajustements structurels donnée par Bonnie CAMPBELL, "La Banque mondiale et le FMI: entre la stabilisation financière et l'appui au développement", *Interventions économiques*, no 26, automne 1994-hiver 1995, p. 112.

<sup>21</sup>. Jean COUSSY, "Économie et politique du développement", dans Christian COULON et Denis-Constant MARTIN (éds.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, p. 129. Nous ne prétendons pas qu'il y avait un vide avant l'avènement de Hariri. Les déséquilibres économiques, entre autres, existaient depuis des années, mais ses politiques les ont aggravés aussi. Et comme ses prédécesseurs, Hariri devait composer avec les complexités nationale et régionale du contexte libanais (Caroline E.A. KNIGHT, "Traditional Influences Upon Lebanese Politics", *Journal of Social, Political, and Economic Studies* vol. 17, no 3-4, automne-hiver 1992, pp. 327-343).

<sup>22</sup>. Cette dernière a été comparée à un "jeu de chaises musicales".

## LA FORMATION DU LIBAN (MODERNE) POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Avant d'être "élargi" par le général français Gouraud en 1920,<sup>23</sup> le Liban se limitait à la région du Mont-Liban qui formait au 15<sup>e</sup> siècle un émirat semi-autonome au sein de l'Empire ottoman.<sup>24</sup> Cet émirat était dominé par la féodalité druze "caractérisée par une forte hiérarchie sociale lui permettant de s'imposer dans la Montagne".<sup>25</sup> L'influence druze<sup>26</sup> sera éclipsée par la montée de la communauté maronite à la suite de la réorganisation administrative du Mont-Liban après les traités des années 1800 entre la Porte et les puissances européennes, ouvrant ainsi la région aux industries lyonnaises de la soie.<sup>27</sup>

Les producteurs [maronites], les plus nombreux, en tirèrent avantage sur les Druzes. Le clergé maronite en fut durablement soutenu, comme rassembleur de la communauté, et comme vendeur de cocans aux filatures. Des courtiers purent s'enrichir alors que des notables appauvris étaient contraints de vendre leurs terres. Les relations socio-économiques se modifiaient avec le travail; la différence des destins communautaires en fut également accentuée.<sup>28</sup>

C'est la communauté maronite, bien encadrée par l'Église aux couvents très riches,<sup>29</sup> qui connaîtra, grâce à son travail et à son immigration vers l'Amérique latine

---

<sup>23</sup>. Gérard D. KHOURY, *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne, 1914-1920*, Paris, Armand Colin, 1993.

<sup>24</sup>. Kamal HAMDAN, *Le conflit libanais. Communautés religieuses, classes sociales et identité nationale*, Institut de recherches des Nations Unies pour le développement social, Reading, Garnet Publishing, 1997.

<sup>25</sup>. Dominique CHEVALLIER, *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1971, p. 7.

<sup>26</sup>. Elle sera restaurée quelques décennies plus tard (Judith P. HARIK, "Change and Continuity Among the Lebanese Druze Community: The Civil Administration of the Mountains, 1983-1990", *Middle Eastern Studies*, vol. 29, no 3, juillet 1993, pp. 377-398).

<sup>27</sup>. Boutros LABAKI, *Introduction à l'histoire économique du Liban: soie et commerce extérieur en fin de période ottomane (1840-1914)*, Beyrouth, Publications de l'Université libanaise, 1984. Kais FIRRO, "Silk and Agrarian Changes in Lebanon, 1860-1914", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 22, no 2, mai 1990, pp. 151-169. Akram Fouad KHATER, *She Married Silk: A Rewriting of Peasant History in 19<sup>th</sup> Century Mount Lebanon*, thèse de doctorat, Berkeley, University of California, 1993.

<sup>28</sup>. CHEVALLIER, La société du Mont-Liban, *op.cit.*, p. 238.

<sup>29</sup>. Richard van LEEUMAN, "Monastic Estates and Agriculture Transformation in Mount Lebanon", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 23, no 4, 1991, pp. 601-617. Du même auteur, *Notables and Clergy in Mount Lebanon: The Khazen Sheiks and the Maronite Church, 1730-1840*, Leiden, E.J. Brill, 1994.

dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle, un essor important.<sup>30</sup> Jusqu'à la première moitié des années 1970, c'est elle qui constituait l'essentiel de la classe moyenne libanaise et fournissait la grande partie des cadres administratifs de l'État. Plus au sud et dans la région de la Békaa, il y avait une forte concentration de chiites négligés à la fois par l'État en gestation et les chefs de leur communauté,<sup>31</sup> les propriétaires de larges domaines fonciers. Alors qu'à Beyrouth,<sup>32</sup> et les autres villes côtières (Saida, Tripoli), les sunnites<sup>33</sup> et, à moindre égard, les gréco-orthodoxes contrôlaient les activités commerciales.<sup>34</sup>

La couche des courtiers<sup>35</sup> (ou les "négociants", selon Elizabeth Picard), évoquée plus haut par Chevallier, forgea un discours ultra-libéral qui faisait de la *liberté* la norme suprême et valorisait l'*initiative individuelle* et le *secteur privé*.<sup>36</sup>

Ces thèmes "libanistes" sont surtout présents chez Michel Chiha<sup>37</sup> qui qualifie le Liban de "République marchande"<sup>38</sup> ayant "une vocation particulière pour la liberté.

---

<sup>30</sup>. À ces deux facteurs, il faut ajouter les bénéfices que cette communauté (malgré la présence de maronites pauvres au Nord du Liban) a tirés de son "hégémonie" sur les institutions et organismes publics. Albert HOURANI et Nadim SHEHADI (éds.), *The Lebanese in the World: A Century of Emigration*, Oxford-London, Center for Lebanese Studies-I.B. Tauris, 1992. L'immigration, qui est grandement célébrée au Liban (le Libanais serait un "voyageur né [ayant] la mobilité dans le sang", pour reprendre les propos de Michel Chiha. Sur ce sujet voir plus loin), est devenue au cours des années une autre forme d'exclusion sociale. "C'est dans ce sens que Kamal Joumbat pouvait confier dans les années 70 que l'immigration était la honte du Liban et non pas sa fierté comme le proclamait l'idéologie officielle"(Nabil BEYHUM, "Les Démarcations au Liban d'hier à aujourd'hui", dans Fadia KIWAN (dir.), *Le Liban aujourd'hui*, Paris-Beyrouth, CNRS Éditions-CERMOC, 1994, p. 296, note 16). Remarquons que les Libanais immigrés ont été grandement touchés par les crises qui agitent certains pays africains.

<sup>31</sup>. Ceux-ci entrèrent en force sur la scène politique dès le début des années 1980 (Mahmud A. FAKSH, "The Shi'a Community of Lebanon: A New Assertive Political Force", *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 14, no 3, 1991, pp. 33-56).

<sup>32</sup>. Marwan R. BUHEIRY, *Beirut's Role in the Political Economy of the French Mandate*, Oxford, Center for Lebanese Studies, 1987. Yassar Eyup OZVEREN, *The Making and Unmaking of an Ottoman Port City: Nineteenth Century Beirut, its Hinterland and the World Economy*, thèse de doctorat, Binghamton, State University of New York, 1990. Leila FAWAZ, "The Changing Balance of Forces Between Beirut and Damascus in Nineteenth and Twentieth Centuries", *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, no 5-6, 1990, pp. 208-214.

<sup>33</sup>. Michael JOHNSON, *Class and Client in Beirut: The Sunni Muslim Community and the Lebanese State, 1840-1984*, London, Ithaca Press, 1985.

<sup>34</sup>. Naji Jawdat DAHIR, *The Tertiariation of the Lebanese Economy: The Transition from Feudalism to Capitalism and European Commodity Export*, thèse de doctorat, Los Angeles, Calif., University of Southern California, 1994.

<sup>35</sup>. Entre 1993 et 1995, le Liban a connu un boom dans le domaine de la construction. Résultat: un nombre impressionnant de Libanais (médecins, professeurs d'université, etc.) se sont livrés à la spéculation foncière.

<sup>36</sup>. Ce paragraphe est adapté de l'article de Nawaf SALAM, "Individu et citoyen au Liban", dans KIWAN, *Le Liban aujourd'hui*, *op.cit.*, pp. 139-141. Nous soulignons ces expressions car ils sont des thèmes récurrents dans le discours

économique au Liban que ce soit du côté officiel ou de celui du monde des affaires (voir les notes 57 et 118, et la section 5).

On peut dire qu'il est né d'elle et pour elle".<sup>39</sup> La conclusion qu'il en tire sur le plan économique voulait que "toute la politique économique de ce pays doit être orientée vers la liberté",<sup>40</sup> car "s'il y a un lieu au monde où la formule des physiocrates s'impose encore, c'est bien ici: "laisser faire, laisser aller"<sup>41</sup>.

De cette vision se dégage une double conception du Liban et du Libanais: le premier serait "le pays de l'innovation quotidienne, de l'occasion saisie au vol, de l'opportunité, du mouvement",<sup>42</sup> dont "le devoir est d'encourager l'esprit de l'initiative privée par tous les moyens",<sup>43</sup> le second aurait le "goût de l'aventure" et de l'"immédiat", un "sens poussé du négoce" et une "intelligence souple et pragmatique".<sup>44</sup>

De telles analyses se retrouvent aussi chez d'autres "libanistes". Ainsi, pour le recteur de l'Université Saint-Joseph, "les facteurs permanents, à la fois élémentaires et fondamentaux, de la mentalité libanaise [seraient l'] héritage phénicien [du] goût de l'aventure et de la mer, un attachement à toutes les formes de liberté jusqu'aux plus anarchistes, un sens poussé du négoce et des intérêts".<sup>45</sup> Bref, "chaque Libanais est une république en soi".<sup>46</sup>

Dès lors, il faut se demander où se situe l'État<sup>47</sup> dans cette vision fantasmagique du Liban,<sup>48</sup> et comment est-il perçu par le Libanais qui demeure prisonnier de la logique

<sup>37</sup>. Théoricien du "libanisme", Chiha a joué un rôle de premier plan dans l'écriture de la constitution libanaise et du Pacte national (F. SASSINE, *Le Libanisme maronite: contribution à l'étude d'un discours politique*, thèse de 3e cycle non-publiée, Paris, Université de Paris-Sorbonne, 1979).

<sup>38</sup>. Carolyn GATES, *The Merchant Republic of Lebanon: Rise of An Open Economy*, London, I.B. Tauris, 1998.

<sup>39</sup>. Michel CHIHA, *Politique intérieure*, Beyrouth, Fondation Michel Chiha, 1964, p. 197.

<sup>40</sup>. Michel CHIHA, *Propos d'économie libanaise*, Beyrouth, Fondation Michel Chiha, 1965, p. 142.

<sup>41</sup>. CHIHA, *Politique intérieure*, *op.cit.*, p. 107.

<sup>42</sup>. CHIHA, *Propos d'économie*, *op.cit.*, p. 105.

<sup>43</sup>. CHIHA, *Propos d'économie*, *op.cit.*, p. 201.

<sup>44</sup>. Joseph MOUWANNES, *Les éléments structuraux de la personnalité libanaise: essai anthropologique*, Beyrouth, Presses de l'Université Kaslik, 1973.

<sup>45</sup>. Sélim ABOU, *Le bilinguisme arabe-français au Liban. Essai d'anthropologie culturelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 34.

<sup>46</sup>. CHIHA, *Politique intérieure*, *op.cit.*, p. 284. Or, si on ajoute les 8 millions de Libanais de la diaspora aux trois millions qui résident toujours au Liban, on aura 11 millions républiques libanaises!

<sup>47</sup>. "En fait, l'État est là, mais c'est la nature du gouvernement, l'application des lois, l'exercice du pouvoir central, qui sont contestés. C'est de l'État que les humiliés attendent [toujours] la justice et l'ordre [etc.]" Dominique CHEVALLIER, "Comment l'État a-t-il été compris au Liban", dans Nadim SHEHADI et Dana HAFFAR MILLS (éds.), *Lebanon: A History of Conflict and Consensus*, Oxford-London, Center for Lebanese Studies-I.B. Tauris, 1988, pp. 221-222.

<sup>48</sup>. Nadim SHEHADI (éd.), *The Idea of Lebanon: Economy and State in the Cénacle libanais, 1946-1954*, Oxford, Center for Lebanese Studies, 1987.

confessionnaliste adoptée par les artisans du Pacte national,<sup>49</sup> puis institutionnalisée par les “bâtisseurs” de la Deuxième République?<sup>50</sup>

Au début des années 1970 qui marquent l’émergence d’une conscience de classe au Liban,<sup>51</sup> deux sociologues menèrent une étude importante sur le terrain auprès d’artisans, d’agriculteurs, etc., libanais de toutes les confessions confondues. Une question précise leur a été posée: qui influence le plus la vie socio-politique et économique au Liban?

Pour une fine minorité, ce sont les maronites; pour d’autres, c’est la classe politique traditionnelle dominée par les notables; alors que pour une bonne majorité, ce sont les groupes socio-professionnels avec les commerçants à leur tête. Or,

ce qui frappe dans cette énumération c’est l’absence de l’État à la fois en tant que force politique et en tant que lieu d’exercice d’un pouvoir légitime [...], reflét[ant] la relative faiblesse des appareils répressifs et idéologiques (école, presse...) de l’État libanais ainsi que de la marginalisation de son rôle et de ses interventions économiques.<sup>52</sup>

Ce type d’État libéral sera approprié par les élites de l’indépendance pour imposer leur propre vision du développement futur des structures politiques et socio-économiques du Liban sur la base de clientélisme et de sectarisme.<sup>53</sup>

The confessional character of the [Lebanese] economy [...] was largely a by-product of the mutual convergence of interests between Maronite bureaucrats and Sunni trading families. The former were primarily interested in developing and securing a stable source of public finance which, in the context of the then prevailing [and continuing] conditions and structures of the Lebanese economy, could only be based on custom duties levied on foreign imports. Much of this activity was controlled primarily by a handful of very powerful Sunni trading families in the coastal cities of Beirut, Tripoli and Sidon. These traders saw their interests best served by a government restricting itself to building an efficient social infrastructure and

<sup>49</sup>. Maxime RODINSON, “Aux origines du “Pacte national”: contribution à l’histoire de la crise franco-libanaise de novembre 1943”, *Welt des Islams*, vol. 28, 1988, pp. 445-474.

<sup>50</sup>. Elizabeth PICARD, “Les habits neufs du communautarisme libanais”, *Cultures et conflits*, no 15-16, automne-hiver 1994, pp. 49-70. Selon la tradition, le président de la République doit être maronite, le premier ministre sunnite et le président de la Chambre chiite. À remarquer que l’article 95 de la Constitution parle d’une répartition (temporaire) confessionnelle des fonctions administratives de l’État. Paradoxalement, l’accord de Taëf, dont l’un de ses articles stipule l’abolition du confessionnalisme, a constitutionnalisé une pareille pratique (Latif ABUL-HUSN, *The Lebanese Conflict: Looking Inward*, Boulder, Col., Lynne Rienner Publishers, 1998, p. 122).

<sup>51</sup>. Muhammad Jenah TUTUNJI, *The Political Economy of Class Formation and Class Struggle by Communal Groups: A Case Study of the Lebanese Civil War, 1975-1976*, thèse de doctorat, Washington, Georgetown University, 1995.

<sup>52</sup>. Claude DUBAR et Salim NASR, *Les classes sociales au Liban*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, pp. 315-316 (c’est nous qui soulignons).

<sup>53</sup>. Ussama MAKDISSI, “Reconstructing the Nation-State. The Modernity of Sectarianism in Lebanon”, *Middle East Report*, vol. 26, no 3, juillet-septembre 1996, p. 24.

maintaining a policy environment favorable to free trade. This alignment of interests manifested itself politically in the National Pact of 1943.<sup>54</sup>

---

<sup>54</sup>. Atif KUBURSI, “Reconstructing and/or Reconstituting. The Post-War Lebanese Economy: The Role of Infrastructure Development”, dans KHALAF et KHOURY, *Recovering Beirut*, *op.cit.*, p. 169.

## LES PÉRIPLÉS DU “MIRACLE LIBANAIS”(1943-1987)

Au lendemain du retrait des troupes françaises en novembre 1945, le système économique libanais revêtait les caractéristiques suivantes:

1. Un État central presque absent au niveau de la régulation économique, de la fiscalité et de la distribution de la richesse nationale.<sup>55</sup> “Paradoxalement, l’État libanais était pauvre, et donc faible, dans un pays riche, et donc très exposé”.<sup>56</sup>

2. Un laissez-faire se contrastant avec les politiques des “gouvernements dirigistes”<sup>57</sup> qui se sont installés dans les autres pays arabes, surtout depuis la rupture de l’union douanière avec la Syrie en 1950 signalant la victoire des “libres-échangistes”,<sup>58</sup> qui “se vo[ient toujours] avant tout comme un intermédiaire obligé entre l’Orient et l’Occident [et pour qui] l’instabilité régionale, devenue chronique, est synonyme de bonnes affaires”.<sup>59</sup>

---

<sup>55</sup>. Elias SABA, “Prospects for Lebanon’s Economy”, dans Nadim SHEHADI et Bridget HARNEY (éds.), *Politics and the Economy in Lebanon*, Oxford-London, Center for Lebanese Studies-Center for Near and Middle Eastern Studies (London University), 1989, p. 1. Voir aussi Galal A. AMIN, *The Modernization of Poverty: A Study in the Political Economy of Growth in Nine Arab Countries, 1945-1970*, Leiden, E.J. Brill, 1980. C’est pourquoi, un commentateur politique a remarqué que le Liban est “mondialisé” depuis le début (Joseph SMEHA, “Le Liban est “mondialisé” avant le temps”, *Alhayat*, 7 janvier 2000).

<sup>56</sup>. Pierre RONDOT, “Du “Liban plural””, dans Paul BALTA et Georges CORM (dirs.), *L’avenir du Liban dans le contexte régional et international*, Paris, Les Éditions Ouvrières-Études et documentations internationales, 1990, p. 39. Le fondateur des Phallanges, Pierre Gemayel, répétait sans cesse que “la force du Liban est dans sa faiblesse”.

<sup>57</sup>. Rodney WILSON, *Economic Development in the Middle East*, New York, Routledge, 1995, p. 23. Dans un mémorandum envoyé par le premier ministre Hoss aux délégations libanaises à l’étranger on lit: “Conformément à la Constitution, le Liban a, depuis sa naissance, totalement respecté la liberté économique, et il ne s’y est jamais dévié même lorsque la vague socialiste a déferlé sur d’autres pays [arabes]”(Alanwar [Beyrouth], 22 janvier 1999 [c’est nous qui traduisons et soulignons]).

<sup>58</sup>. PICARD, Liban: État de discorde, *op.cit.*, 80. En mai 1991, un traité de coopération dans le domaine économique, entre autres, a été signé avec Damas. Un accord de libre-échange bilatéral est entré en vigueur en janvier 1999 (Robert TUTTLE et Thomas SCHELLEN, “Free trade with Syria falls flat in first year”, *The Daily Star*, 7 janvier 2000). En 1990, Nasser Saidi (voir la note 60) “[...] a proposé un plan économique régional qu viserait notamment le Liban, la Jordanie et Israël, afin que tous profitent du flot de capitaux occidentaux dont bénéficie l’État hébreu”(Deirdre COLLINGS et Jill TANSLEY, *La paix au Liban ? Rapport sur un projet international de recherche et sur une série d’ateliers présentés à Ottawa entre septembre 1990 et novembre 1991*, Ottawa, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1992, p. 88. Ateliers repris dans Deirdre COLLINGS (éd.), *Peace for Lebanon? From War to Reconstruction*, Boulder, Col., Lynne Rienner Publishers, 1994).

<sup>59</sup>. Georges CORM, *Liban: les guerres de l’Europe et de l’Orient, 1840-1992*, Paris, Gallimard, 1992, p. 20.

3. Une économie tertiariée<sup>60</sup> centrée sur le secteur financier commercial grâce à la pratique du secret bancaire.<sup>61</sup> Même si cette tertiarisation a été influencée par des facteurs régionaux (occupation de la Palestine, nationalisations et socialisations en Syrie, en Irak et en Égypte,<sup>62</sup> etc.), “il n’en reste pas moins que le type du libéralisme adopté par le Liban [fut] le principal facteur de l’accentuation de[s] déséquilibres structurels [de l’économie libanaise]”.<sup>63</sup>

4. Une agriculture basée sur des larges propriétés et caractérisée par le manque d’investissements de la part de l’État,<sup>64</sup> et une industrie légère avec un nombre restreint de moyennes et grandes entreprises à caractère familial (textile, agro-alimentaire, etc.) concentrées dans le Grand Beyrouth et le Mont-Liban.<sup>65</sup>

TABLEAU 1 : RÉPARTITION DES ENTREPRISES LIBANAISES (1996)

RÉGION	Beyrouth	Mont Liban	Nord	Sud	Békaa
Firmes	1,119	2,348	340	128	186
Employés	55,950	58,700	17,000	2,560	3,730

Source: American Life Company, *Positive Points Pertaining to the Lebanese Economy*, Beyrouth, 1997.

En somme, c’est une économie extravertie car même s’il enregistrait des surplus budgétaires, le Liban est plus un pays importateur qu’exportateur.<sup>66</sup>

Mais l’économie apparemment florissante grâce à l’afflux des pétrodollars, encouragé par la pratique du secret bancaire, n’empêcha pas l’exacerbation des couleurs confessionnelles des inégalités sociales et des déséquilibres économiques. En dépit de ce que certains intellectuels libanais pensent,<sup>67</sup> les ingrédients d’une explosion

<sup>60</sup>. L’ex-premier vice-président de la Banque du Liban et actuel ministre de l’Industrie et du Commerce, Nasser Saïdi, a affirmé que l’économie tertiariée (et extravertie) du Liban est, comme les économies des pays industrialisés, une “économie moderne”(Assafir [Beyrouth], 1 août 1998).

<sup>61</sup>. Selon Henry Bretton, “couverts par le secret bancaire qui renforce l’anonymat de l’argent, [les banquiers] peuvent, sans grande difficulté, camoufler des activités politiques sous les apparences de transactions financières régulières”(cité par Clement Henry MOORE, “Le système bancaire libanais. Les substituts financiers d’un ordre politique”, *Maghreb-Machrek*, no 99, janvier-février-mars 1983, p. 31).

<sup>62</sup>. Boutros LABAKI, “L’économie politique du Liban indépendant, 1943-1975”, dans SHEHADI et HAFAR MILLS, *Lebanon: A History of Conflict*, *op.cit.*, p. 170.

<sup>63</sup>. Najib ISSA, “Les Structures économiques et le conflit au Liban”, dans KIWAN, *Le Liban aujourd’hui*, *op.cit.*, p. 183.

<sup>64</sup>. Dans la vallée de la Békaa, la culture du pavot (bannie dès le début des années 1990 pour améliorer les relations avec les États-Unis) était très répandue. On estimait la valeur de la drogue vendue à l’étranger à 6,5 milliards \$US (*The Christian Science Monitor*, 7 août 1992).

<sup>65</sup>. Lebanese Center for Policy Studies, *Towards an Industrial Strategy in Lebanon*, Beyrouth, 1996.

<sup>66</sup>. Saade CHAMI, “Economic Performance in a War-Economy: The Case of Lebanon”, *Revue canadienne d’études du développement*, vol. 13, no 3, 1992, p. 326.

<sup>67</sup>. Ghassan TUËNI, *Liban: une guerre pour les autres*, Paris, J.-C. Lattès, 1985. Sur l’évolution de l’économie libanaise durant les années 40, 50 et 60 voir, Georges CORM, *Politique économique et*

sociale étaient en place devant le blocage politique qui s'installa dès le début des années 1970. Certes, la scène nationale fut fragilisée par les séquelles de la défaite de 1967 et l'omniprésence de factions palestiniennes armées.

Et cela est devenu plus dangereux avec le changement qui s'est produit dans le système économique et social: en premier lieu, avec le gonflement de Beyrouth et l'extension de son influence sur le restant du pays, et ensuite avec la concentration à l'intérieur et autour de Beyrouth d'immigrants ruraux pauvres [en particulier des chiïtes] et de réfugiés palestiniens, qui ne bénéficiaient pas des profits des secteurs commercial et financier et qui ont été affectés par l'inflation.<sup>68</sup>

TABLEAU 2 : POPULATION ET URBANISATION (1970-2000)

ANNÉE	1970	1980	1985	1990	2000
Population (en millions)	2470	2670	2668	2701	3328
Taux d'urbanisation	59%	76%	80%	84%	87%

Source: UNICEF, *Statistics on Children in Unicef Assisted Countries*, New York, 1992, s.p.

Le début des hostilités, en avril 1975, amena les problèmes suivants: un exode interne et externe qui atteindra son paroxysme en 1982-1983,<sup>69</sup> une dislocation de l'autorité civile nuisant au bon fonctionnement de l'État, une perturbation partielle de l'économie accompagnée d'un "redéploiement des activités commerciales et industrielles, s'insérant dans le cadre d'une décentralisation économique imposée par l'éclatement du centre-ville"<sup>70</sup>, et une dollarisation croissante de l'économie avec la montée des prix et la dépréciation de la L.L.

Cependant, les confrontations militaires étaient vues comme un événement passager avec l'arrivée du président Elias Sarkis (1976-1982), un héritier du chéhabisme, d'autant plus que l'économie libanaise profita du gonflement des prix pétroliers après 1973. En janvier 1977, un Conseil pour le développement et la reconstruction (CDR) fut créé pour dresser le cadre général de la reconstruction, canaliser l'aide financière venant de l'étranger et coordonner les dépenses. En décembre 1991, le CDR, qui fut "[...] sous l'autorité directe du premier ministre

*planification au Liban (1958-1964)*, Beyrouth, Librairie universelle, 1965. Adeed DAWISHA, *Syria and the Lebanese Crisis*, New York, St. Martin's Press, 1980. Hassan N. DIAB, *Beirut: Reviving Lebanon's Past*, New York, Praeger Pub., 1999.

<sup>68</sup>. Albert HOURANI, "Ideologies of the Mountain and the City", dans Roger OWEN (éd.), *Essays on the Crisis in Lebanon*, Londres, Ithaca Press, 1976, p. 35 (notre traduction).

<sup>69</sup>. Boutros LABAKI et Khalil ABOU-RJEILY, *Le Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993.

<sup>70</sup>. Kamal HAMDAN, "Les Libanais face à la crise économique et sociale", *Maghreb-Machrek*, no 125, juillet-août-septembre 1989, p. 20.

[Hariri]”,<sup>71</sup> a été réactivé grâce à la loi 91-117 amendant certains articles du décret numéro 5 de janvier 1977. C’est pourquoi, il est important de rappeler les principes qui régissent cet organisme car beaucoup de doutes [ont été émis] sur les résultats obtenus par le CDR. Un [expert], qui avait examiné ses dépenses de 1977 à 1987, regrettait l’absence de planification sociale dans le programme économique de l’organisme. Il a fait remarquer que très peu d’argent avait été consacré à des services sociaux.<sup>72</sup>

Ces principes sont au nombre de cinq:

1. Le secteur public assurera l’encadrement des activités économiques, encore que le domaine privé restera à l’origine de la majorité d’entre elles.

2. Le gouvernement encouragera les initiatives privées et les appuiera directement et indirectement.

3. La priorité sera accordée “[...] aux besoins élémentaires de la population, à établir un équilibre régional dans le processus de reconstruction et à améliorer les conditions de vie et de travail dans les zones rurales”.<sup>73</sup>

4. Les activités seront considérées dans l’optique d’un développement national à long terme.

5. La reconstruction reposera en grande partie sur des prêts et des subventions extérieurs, le gouvernement libanais fournissant, pour sa part, 20 à 25 p. 100 des fonds.<sup>74</sup>

L’espoir d’entériner la guerre et de commencer l’effort de la reconstruction fut de courte durée. De nouveaux problèmes d’ordre politique et militaire virent le jour durant les années 1980 affectant les capacités d’intervention de l’État, drainant ses ressources et accentuant les déséquilibres économiques. En effet, en pleine guerre Iran-Irak (1980-1988), l’armée israélienne envahit le Liban pour la

---

<sup>71</sup>. Economist Intelligence Unit, Lebanon, 1995-1996, *op.cit.*, p. 14 (notre traduction).

<sup>72</sup>. COLLINGS et TANSLEY, La paix au Liban?, p. 92.

<sup>73</sup>. Durant l’été 1997, un mouvement de contestation dirigé par un religieux chiite a pris naissance dans la région Baalbak-Hermel (où il y a une majorité chiite, mais aussi des maronites et des sunnites) qui est historiquement négligée par le pouvoir central. Comme par le passé, le gouvernement, qui a déclaré la région une “zone militaire”(Alanwar, 12 novembre 1997), “alternated between promises of reform and crude pressure on the [inhabitants]”(Michael GILSEAN, “Akkar before the Civil War”, *Middle East Report*, vol. 22, no 1, janvier-février 1990, p. 33). Notons que la région attend la réalisation du “projet vert” sur la fertilisation et l’irrigation des terres cultivables adopté en 1990 pour remplacer la culture du pavot, et l’aide du gouvernement qui a voté une somme spéciale de 150 milliards L.L. pour atténuer cette crise.

<sup>74</sup>. Dans une réunion à Tunis en 1979, les États arabes ont décidé de faire un don de 2 milliards \$US pour couvrir le déficit du gouvernement libanais et financer les projets de reconstruction. Sur cette somme, 500 millions \$US ont été versés jusqu’à maintenant. En mai 1989, les parrains de l’accord de Taëf ont créé un fonds semblable. La crise Irak-Koweït de 1990 a bloqué le versement des sommes consenties.

deuxième fois en juin 1982.<sup>75</sup> Une série de crises politiques et économiques s'ensuivit.

TABLEAU 3 : FINANCES DE LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE (1983-1991)

ANNÉE	1983	1984	1987	1988	1989	1990	1991
Balance des paiements	-639	-1,262	26	610	-309	-431	1,074
Dette publique	2, 988	4,810	862	2,132	1,274	1, 978	2,238
Revenues	.....	261,9	89,5	52,3	128,5	125,7	.....
Dépenses	.....	1480,2	542,8	642,7	1062,8	881,0	.....

Source: Yusif AL-KHALIL, «Economic Developments in Lebanon since 1982», *Beirut Review*, no 3, printemps 1992 (<http://www.lcps-lebanon.org/pub/breview/br3/ykhalil3.html>). Economic and Technical Department, *Arab Countries. Economic Indicators, 1980-1990*, Abu-Dhabi, United Arab Emirates, Arab Monetary Fund, 1991.

En examinant ce tableau, nous constatons de prime abord la détérioration des finances publiques dès la fin de 1982. Celle-ci s'explique par plusieurs facteurs: les effets pervers de l'invasion israélienne,<sup>76</sup> dont le repli des institutions de l'OLP sur Tunis,<sup>77</sup> la volatilité de la situation politique interne marquée par les combats militaires qui firent rage entre 1983 et 1988, le développement d'une économie parallèle et milicienne (privant l'État d'une bonne partie de ses ressources en provenance des taxes indirectes) et la montée de l'inflation et la dollarisation complète de l'économie.

Dès l'entrée en fonction du nouveau président, Amin Gemayel<sup>78</sup> (1982-1988), la situation semblait retourner à la normale avec le retrait des forces d'occupation

<sup>75</sup>. Des bombardements féroces en mars 1993, en avril 1996 et en juin 1999, ont provoqué un exode et des dégâts massifs, ainsi que la mort de centaines de civils. À la fin de mai 2000, les forces d'occupation israélienne ont évacué le Sud Liban. Le gouvernement vient d'approuver un plan pour la revitalisation de l'économie de cette région. Plusieurs partenaires internationaux (l'ONU et l'Italie entre autres) comptent y participer. Mais une aide étrangère massive est tributaire d'un règlement global du conflit sionisto-arabe.

<sup>76</sup>. Ghassan EL-EZZI, *L'invasion israélienne du Liban (1982): origines, finalités et effets pervers*, Paris, L'Harmattan, 1990.

<sup>77</sup>. Le Liban a connu deux vagues de réfugiés palestiniens en 1948 et en 1967. Selon plusieurs estimations, l'"économie" palestinienne équivalait à 15% du PNB national. L'évacuation de Beyrouth par l'OLP en 1982, puis les restrictions imposées par le gouvernement libanais sur les activités de ces réfugiés, ont considérablement réduit leur apport à l'économie (Rosemary SAYIGH, "Palestinians in Lebanon: Harsh Present, Uncertain Future", *Journal of Palestine Studies*, vol. 25, no 1, 1995, pp. 37-53).

<sup>78</sup>. Depuis sa sortie du pouvoir, celui-ci est devenu un ardent défenseur du redressement des finances de l'État, de la réorganisation de l'administration en passant par la rénovation du système politique (Amin GEMAYEL, *Le Liban: construire l'avenir*, Paris, Hachette, 1992). L'ex-premier ministre, Rafic Hariri, a publié un long article, le 23-24 juillet 1999, dans les journaux libanais (*Assafir*, *Alhayat*, *Annahar*, *The Daily Star*), dans lequel il a offert son pronostic des problèmes affectant l'économie libanaise et défendu sa vision du Liban de l'après-guerre.

israéliennes vers le Sud et le décloisonnement des activités économiques. Dans le but de relancer l'économie, Gemayel mit sur pied le Conseil sur les relations économiques extérieures du Liban.<sup>79</sup> Le regain de confiance somme toute relatif se perdit vite lorsque, dès le milieu des années 1980, une crise sérieuse secoua les finances publiques. La raison en fut double.

En 1984, 44% du budget a été consacré à la modernisation de l'armée et, quelques mois plus tard, l'*Intra Investment Co.* faisait faillite. Le secteur bancaire, qui a été obligé de déménager ses opérations du centre-ville après une série de démolitions mystérieuses en 1983 et 1986,<sup>80</sup> en sortit grandement affaibli. Dès ce moment, et pour le restant des années 1980, l'État poursuivit des politiques monétaristes dans le but "d'absorber une partie du choc économique et de subventionner certains produits essentiels".<sup>81</sup> L'échec des négociations de Genève et Lausanne (1984-1985) causa des torts irréparables et à l'économie et à la Première République.

---

<sup>79</sup> LABAKI, Development Policy in Lebanon, *op.cit.*

<sup>80</sup> Saree MAKDISSI, "Reconstructing History in Central Beirut", *Middle East Report*, vol. 27, no 2, printemps 1997, p. 24. Depuis 1994, cette zone est au coeur des travaux de SOLIDERE.

<sup>81</sup> KUBURSI, *Reconstruction and/or Reconstituting*, in KHALAF and KHOURY, *Recovering Beirut*, *op.cit.*, p. 177. Depuis quelques années, les subventions à ces produits (blé, pétrole, électricité, etc.) diminuent constamment. Dans un rapport récent, le FMI a exhorté le gouvernement Hoss à intensifier son programme d'austérité et d'augmenter les taxes sur le pétrole et les services publics ("IMF Backing for Corm. Analysis urges intensification of austerity program and further increases in taxes on gas and services", *The Daily Star*, 17 juillet 1999).

## VERS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

En 1988, l'économie libanaise chancelante fut de plus en plus affectée par l'augmentation de la dette interne financée par la Banque centrale et les banques commerciales et les spéculations sur le dollar américain et le foncier.<sup>82</sup> Pour éviter un vide constitutionnel à la fin de son mandat présidentiel,<sup>83</sup> Gemayel nomma le chef de l'armée, Michel Aoun, à la tête d'un gouvernement provisoire. Ce geste engendra un pouvoir bicéphale avec un gouvernement militaire à Beyrouth-Est et un gouvernement civil à Beyrouth-Ouest. Aoun ne tarda pas à lancer une "guerre de libération" contre l'armée syrienne au Liban.

Avec beaucoup de facteurs qui ont conduit à l'intensification des combats en 1989, cette dernière confrontation a contribué à la destruction de ce qui restait de l'infrastructure libanaise. Dans une économie sévèrement touchée par la guerre, l'ampleur des destructions, combinée au blocage et à la paralysie des activités économiques pendant des semaines, l'exode de milliers de personnes de Beyrouth et l'immigration forcée de plus de 70,000 Libanais- tout cela poussa le pays aux limites d'un effondrement économique et social total.<sup>84</sup>

À l'initiative de l'Arabie saoudite et du Koweït,<sup>85</sup> la Ligue arabe déploya ses efforts pour arrêter les combats et, en avril 1989, l'accord de Taëf fut signé. Ce document d'entente nationale renferme, entre autres, les principes généraux suivants stipulant que:

1. La République libanaise est un État unitaire et unifié et doté d'un *pouvoir central fort*, et son régime économique est *libéral*; il garantit l'*initiative individuelle* et la *propriété privée*.

2. Le *développement équilibré*<sup>86</sup> des régions sur le plan culturel, social et économique est un des piliers fondamentaux de la sécurité de l'État et de la stabilité

<sup>82</sup>. CHAMI, Economic Performance, *op.cit.*, pp. 335-336.

<sup>83</sup>. En octobre 1995, le mandat du président Élias Hrawi fut prolongé de trois ans, et ce, en violation de la Constitution. Carole DAGHER, "With Lebanese President's Second Term, Democracy Suffers Severe Blow", *Washington Report on Middle East Affairs*, décembre 1995, p. 35.

<sup>84</sup>. Salim NASR, "Lebanon's War: Is the End in Sight", *Middle East Report*, vol. 20, no 1, janvier-février 1990, p. 8 (notre traduction).

<sup>85</sup>. Ces deux pays ont fait un don de 100 millions et 150 millions \$US respectivement pour que le gouvernement Hoss applique l'accord de Taëf. Vers la fin de 1997, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis ont déposé auprès de la Banque du Liban 1 milliard \$US pour éviter un *melt down* financier qui était imminent.

<sup>86</sup>. Dans une allocution intitulée "Le développement entre la responsabilité de l'État et le rôle du secteur privé", l'ancien président du CDR, Nabil Al-Jisr, a déclaré qu'il faut "s'éloigner des slogans des

du régime pour “[...] empêcher l’exode de la campagne et l’étouffement des villes avec leurs graves implications sociales”.<sup>87</sup>

3. La réforme financière et économique est nécessaire pour la réalisation d’une justice sociale.

Par ailleurs, l’accord vise le renforcement de l’État par le désarmement des milices et l’abolition par étapes du communautarisme politique. Il préconise aussi la décentralisation administrative élargie et l’adoption d’un plan de développement, *unifié et global*, pour le pays. Un Conseil économique et social pour le développement sera créé aux fins de s’assurer de la participation des différents secteurs à l’élaboration de la politique économique et sociale de l’État par les consultations et les propositions (après beaucoup de tergiversation, soixante-dix personnes ont été appelées, en décembre 1999, à siéger sur ce Conseil).<sup>88</sup>

[Cependant,] il est frappant que l’accord de Taëf [...] est silencieux sur les problèmes socio-économiques réels du pays, amplifiés et aggravés par la guerre et les changements régionaux. Cette omission perpétue la notion qu’un “miracle économique”, bloqué par la guerre, reprendrait [dès la cessation des combats et la signature d’un accord politique].<sup>89</sup>

Les réticences exprimées par plusieurs acteurs politiques sur la scène libanaise n’altèrent par le fait que l’accord de Taëf était la seule issue pour sortir de la guerre. En octobre 1990, le général Aoun fut contraint de quitter le pays et l’élection d’Élias Hrawi, un mois plus tard, inaugura une nouvelle ère: celle de la Deuxième République.

---

politiciens concernant le développement équilibré”, tout en considérant que “la dette n’hypothèque pas le pays mais plutôt elle aide à réaliser des projets”(Assafir, 20 décembre 1997).

<sup>87</sup>. Boutros DIB, “Les accords de Taëf: Traité ou document de travail?”, *Politique étrangère*, vol. 55, no 2, été 1990, pp. 364-365.

<sup>88</sup>. Accord repris en annexe dans DEIRDRE, *La paix au Liban?*, *op.cit.*, pp. 115-128.

<sup>89</sup>. Fawaz TRABOULSI, “Confessional Lines”, *Middle East Report*, vol. 20, no 1, janvier-février 1990, p. 10 (notre traduction).

## LA RÉPUBLIQUE EST MORTE, VIVE LA RÉPUBLIQUE (1991-1999)

L'invasion du Koweït,<sup>90</sup> le 2 août 1990, eut un impact très négatif sur le Liban. La perte des marchés koweïtien et irakien provoqua la chute des exportations libanaises, la réduction drastique dans les transferts des Libanais travaillant dans la région du Golfe arabe, la dépréciation de la monnaie nationale, l'augmentation des prix, l'amenuisement des réserves de la Banque centrale (poussant le gouvernement Hoss au début de septembre à considérer la liquidation d'une partie des réserves d'or<sup>91</sup>) et la suspension du fonds arabe créé à Bagdad en mai 1990, et destiné à financer la reconstruction du Liban.

TABLEAU 4 : FINANCES DE LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE (1989-1993)

en millions \$US	1989	1990	1991	1992	1993
% croissance du PNB	-17	5,4	55,3	24,6	12,0
Revenu annuel	128,5	180,1	562,7	601,9	660,3
Déficit annuel	-9,34.4	-951,3	-726,0	-820,6	- 494,8
Balance	-1,574	-1,802	-2,864	-3,169	- 3,536

Source: Economic and Technical Department, *Arab Countries: Economic Indicators, 1984-1994*, Abu-Dhabi, United Arab Emirates, Arab Monetary Fund, 1995.

Dès la fin de 1990, l'économie commença à afficher des signes encourageants (table 4) reflétés par une croissance de l'ordre de 40% du PNB national, une régression de l'inflation à 5% et une stabilisation de la L.L.. La réunification de la capitale et l'ouverture des régions les unes sur les autres permirent à l'État d'augmenter ses revenus. En mars 1991, le gouvernement d'Omar Karamé (baptisé gouvernement de "réconciliation nationale") adopta son premier budget dont le quart

<sup>90</sup>. Yves MESSAROVITCH et Pierre VALLAND (dirs.) "Effet de la crise Irak-Koweït", dans *L'économie internationale en mouvement*, Paris, Hachette, 1991, pp. 86-90.

<sup>91</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Report. Lebanon, Cyprus*, no 4, London, 1991, p. 20. Cette option sera vite écartée devant le consensus politique et populaire de ne pas toucher à ces réserves, qui constituent la dernière ligne de défense de la L.L. Depuis la fin de l'année 1998, le président de la Banque centrale, Riad Salamé, a insisté que ces réserves n'ont aucune utilité pour la L.L. ou l'économie, et qu'il était préférable de les vendre en totalité ou d'en liquider une partie pour éponger le déficit public.

fut consacré à la défense et ce, pour réorganiser l'armée et absorber les anciens miliciens démobilisés. Au début de 1992 la situation économique se détériora "à cause de l'augmentation significative du déficit budgétaire après que le gouvernement ait octroyé des hausses salariales [de 120%] aux employés du secteur public".<sup>92</sup>

Le premier ministre Karamé s'avéra incapable de démarrer les projets de reconstruction, de mettre en application les recommandations de l'accord de Taëf et d'attirer les investisseurs étrangers. Ses difficultés "[ont été aggravées par le fait] que les fonds privés entrant au pays [se dirigeaient vers] le foncier".<sup>93</sup> Un comité d'experts fut convoqué pour aviser le gouvernement sur les meilleurs moyens pour sortir de l'impasse. Les recommandations de ce comité, qui ont été dévoilées en avril 1992 dans le cadre d'un programme d'austérité, furent les suivantes:<sup>94</sup>

1. Réduire de 20% le secteur public.
2. Combattre la corruption.
3. Rendre l'administration plus efficace.
4. Réformer le service de revenu.
5. Augmenter les taxes sur les produits de consommation.
6. Diminuer les taxes sur le revenu et les compagnies à 10 et 15% respectivement.
7. Maintenir une politique monétaire stricte.
8. Obliger les banques à souscrire aux bonds du trésor.
9. Créer une banque nationale de développement et lancer les projets de construction.<sup>95</sup>

Ces mesures, dont l'entrée en vigueur était prévue pour le mois de juillet, suscitèrent de vives réactions et des "manifestations populaires" à travers le pays. Le 9

<sup>92</sup>. World Bank, "Lebanon", in *Trends in Developing Economies*, Washington, D.C., 1993, p. 279 (notre traduction). L'ex-premier ministre Hariri blâmait le déficit grandissant tour à tour à la guerre, aux coûts de la reconstruction et à ces paiements rétroactifs. Remarquons cependant que les députés se sont voté une augmentation salariale de 400%.

<sup>93</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Report. Lebanon, Cyprus*, no 4, London, 1991, p. 19 (notre traduction).

<sup>95</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Report. Lebanon, Cyprus*, no 3, London, 1991, p. 15. Comme nous le verrons, certains de ces points seront repris dans le cadre de Horizon 2000.

<sup>96</sup>. Pour démarrer les projets de reconstruction, le gouvernement Karamé a voté en décembre 1991 la loi 91-117. Cette loi a institué une société foncière pour l'aménagement et la reconstruction des zones endommagées par la guerre selon un plan pré-déterminé. Les détenteurs d'actions dans la compagnie sont les propriétaires des zones incluses dans ce plan et leurs héritiers, les Libanais et les compagnies libanaises, l'État et les institutions publiques et les municipalités concernées, les institutions arabes officielles et semi-officielles et les citoyens des pays arabes. Trois compagnies foncières seront fondées. Pour développer le centre commercial de la capitale, on a mis sur pied la Société Foncière du Centre-ville derrière laquelle se trouvait l'homme d'affaires Rafic Hariri. Une fois au pouvoir, Hariri a lancé en 1994 la Société libanaise pour le développement et la reconstruction du centre-ville de Beyrouth (SOLIDERE) dont il est le plus grand actionnaire. Depuis le ralentissement des travaux dès la fin de 1995, le gouvernement Hariri a décidé d'amender l'article 9 du statut de SOLIDERE afin de permettre à des ressortissants étrangers non-Arabes d'acquérir un pourcentage de la compagnie en violation de la Loi sur l'Acquisition des propriétés par les non-Libanais. Le gouvernement a assuré ses critiques que des contrôles seront prises pour empêcher que des Israéliens achètent des actions dans SOLIDERE (Muhammad MOGHRABI, "Un projet de loi sur l'acquisition des actions de SOLIDERE", *Alhayat*, 21 novembre 1997).

mai, Rashid Solh remplaça Karamé à la tête du gouvernement. Pour mettre en exécution les recommandations du comité d'experts, Solh tenta d'obtenir une aide des institutions de financement internationales. La Banque mondiale et le FMI "insistèrent sur le fait que le gouvernement libanais devrait poursuivre son programme de réformes économiques avant qu'une aide internationale ne soit disponible, et recommandèrent des réductions dans les dépenses de l'État et des mesures pour augmenter les revenus à travers des taxes".<sup>96</sup>

À l'instar de son prédécesseur, Solh était lui aussi incapable de lancer les projets de reconstruction. En octobre 1992, il céda la place à Rafic Hariri.<sup>97</sup> Trois événements facilitèrent l'arrivée de Hariri à la tête du troisième gouvernement post-Taëf:

1. L'"immobilisme" gouvernemental au niveau des projets de reconstruction.
2. La montée de l'inflation et la détérioration de la L.L. "après la suspension par la Banque centrale vers la mi-mai de ses opérations sur le marché boursier".<sup>98</sup>
3. Le chambardement de la donne régionale depuis la fin de la crise Irak-Koweït.<sup>99</sup>

---

<sup>96</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Cyprus, Lebanon*, no 4, London, 1992, p. 21 (notre traduction).

<sup>97</sup>. Hariri, qui appartient à la couche des "entrepreneurs du Golfe", a fait irruption au Liban vers le milieu des années 1980, où il a fondé plusieurs organisations à caractère philanthropique. En 1985, des posters distribués dans la banlieue ouest de Beyrouth le présentaient comme l'"homme du future" ou de l'"avenir". En 1994, Hariri a ouvert une station télévisée sous le nom "*Future Television*". Même le slogan de la compagnie SOLIDERE, chargée de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth est très révélateur: *Beyrouth une ville ancienne pour l'avenir*. "Nul doute que la nouvelle classe et ses médias fêtent en permanence l'avenir et son élaboration; cet avenir infini est d'ailleurs le seul temps qui l'occupe, son seul présent. Ceux qui ont baptisé l'époque actuelle [celle de Hariri] "Troisième République" inaugurent l'Histoire dans l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et fondent un nouveau Liban"(Abbas BEYDOUN, "À la recherche d'un fantôme", dans Hubert NYSSEM et Sabine WESPEISER (dirs.), *Le Liban second*, Paris, Maison des cultures du monde, 1996, p. 30). Pour une vision plutôt favorable de l'entreprise haririenne (Charles H. PERCY, "The Hariri Foundation: Building Leadership for Lebanon's Future", *American-Arab Affairs*, no 20, printemps 1987, pp. 91-95). La prépondérance de Hariri est due, non seulement à sa fortune et ses appuis extra-nationaux, mais aussi à l'accroissement des pouvoirs du premier ministre sous le Taëf. Pour plus de détails voir, René NABA, *Rafic Hariri, un homme d'affaires premier ministre*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>98</sup>. Economist Intelligence Unit, *Cyprus, Lebanon*, no 4, *op.cit.*, p. 21 (notre traduction). Depuis 1993, la Banque centrale intervient sur le marché pour défendre la L.L., qui est affectée par les litiges internes, coûte que coûte. Nous verrons plus loin les raisons derrière une telle politique (note 129).

<sup>99</sup>. Pour certains, Hariri était la personne capable de faire retourner Liban à la table des négociations multilatérales dans le cadre du processus de Madrid. Depuis 1993, il a "appuyé" l'alignement de la diplomatie libanaise sur celle de la Syrie. Au début de son mandat, Hariri a annoncé qu'il faut préparer le Liban à la *paix* et à la *mondialisation*. Avec l'arrêt du processus de "paix", il a dû réorienter son discours, sans cependant en changer l'essentiel. Selon lui, "le comportement des Israéliens qui ont gelé le processus de paix ne doit pas affecter nos programmes économiques [parlant pour les autres pays arabes aussi] et de développer nos *infrastructures pour entrer dans la mondialisation*". Et d'ajouter: "je n'ai jamais parié sur la paix, mais je suis pour car il ne faut pas laisser Israël contrôler notre destin"("Hariri fait appel à un développement arabe distinct du processus de paix", *Alayam* [Manama], 29 mai 1997, c'est nous qui traduisons et soulignons).

## L'autoritarisme fonctionnel

C'est donc dans un climat interne et externe bien particulier que Hariri fit son entrée sur la scène politique libanaise en tant que président du Conseil des ministres. Dans sa première allocution officielle le jour de l'indépendance, le 4 novembre 1992, le premier ministre Hariri indiqua la volonté de son gouvernement, un mélange d'hommes d'affaires de son entourage et d'anciens chefs de milices, de doter le Liban d'un État fort et moderne pour assister le développement et la *construction* du pays dans un environnement stable.<sup>100</sup> Les priorités de ce gouvernement seraient la reconstruction de Beyrouth, le retour des déplacés, la stabilisation de la L.L. et l'obtention de crédits et de dons à l'étranger, en particulier de la diaspora libanaise.<sup>101</sup>

La nomination du nouveau gouvernement en octobre 1992 enclencha un flux important de capital [spéculatif], aidant ainsi à l'appréciation de la L.L. et à la chute de l'inflation. Ces deux facteurs permirent à la Banque centrale de renflouer ses réserves, et au gouvernement de recourir aux bons du trésor au lieu du crédit de la Banque centrale pour financer son large déficit.<sup>102</sup>

Mais au-delà de l'objectif d'asseoir un *État fort*<sup>103</sup> et *moderne* pour le *développement* et la *reconstruction* du Liban,

[le premier ministre] Hariri [...] adopta une approche pratique pour la consolidation du Liban de l'après-guerre. Cette approche peut être caractérisée de fonctionnalisme autoritaire. Elle comporte tous les aspects fonctionnels du "projet Hariri" -la reconstruction physique et la création d'un environnement favorable au monde des affaires- avec une gestion professionnelle des questions libanaises et un élément d'autoritarisme fort qui va au-delà de la simple restauration des fonctions de l'État.<sup>104</sup>

Parmi les aspects de cette approche figurent la multiplication des instruments de coercition,<sup>105</sup> la mainmise sur les postes-clés de l'État et la création d'institutions parallèles se rapportant directement au premier ministre, la corruption, le népotisme et le sectarisme du système mis en place,<sup>106</sup> la marginalisation des institutions

<sup>100</sup>. "The Hariri Government's Policies: Interview with Prime Minister Rafiq Al-Hariri (Excerpts)", *The Beirut Review*, no 5, printemps 1993 (<http://www.lcps-lebanon.org/pub/breview/br5/haribr5pt1.html>).

<sup>101</sup>. La fortune détenue par celle-ci est estimée à 40-50 milliards \$US. Au lieu d'emprunter de l'argent sur le marché interne et externe, plusieurs personnalités politiques ont incité le gouvernement à prendre les mesures politiques nécessaires pour attirer ce capital.

<sup>102</sup>. World Bank, "Lebanon", dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D.C., 1994, p. 280 (notre traduction). Sur ce sujet voir, Sam R. HAKIM and Saad ANDARY, "The Lebanese Central Bank and the Treasury Bills Market", *Middle East Journal*, vol. 51, no 2, printemps 1997, pp. 230 et ss.

<sup>103</sup>. Un des gestes spectaculaires de cet "État fort" fut le congédiement en novembre 1993, sous la bannière de la réforme administrative, de 8000 fonctionnaires dont les noms ont été publiés dans tous les quotidiens du pays. La majorité d'entre eux ont réintégré leurs postes (Elizabeth PICARD, "Liban", dans *État du monde. Édition 1995*, Paris-Montréal, La Découverte-Boréal, 1994, p. 345).

<sup>104</sup>. Volker PERTHES, "Myths and Money. Four Years of Hariri and Lebanon's Preparation for a New Middle East", *Middle East Report*, vol. 27, no 2, printemps 1997, p. 19 (notre traduction).

<sup>105</sup>. Dr. Ghassan AYACHE, *Les dangers du déficit et de la dette publique sur la stabilité et les libertés au Liban*, Beyrouth, Dar Al-Jadid, 1997 (en arabe).

<sup>106</sup>. Diab ABU KHATTAR, "Liban: troïka, attelage et cie", *Arabies*, no 113, mai 1996, pp. 12-23.

constitutionnelles dans ce qui touche du près ou du loin les politiques économiques du pays (division de la Confédération générale des travailleurs du Liban, contrôle des médias, mise en tutelle des municipalités),<sup>107</sup> etc.

### La reconstruction de Beyrouth

En mai 1994, le gouvernement Hariri dévoila un plan de développement qui, hormis certaines modifications, reprenait le budget adopté en 1992 par le CDR. Ce budget prévoyait des dépenses de l'ordre de 12 milliards \$US visant, entre autres, à réhabiliter les infrastructures du pays.<sup>108</sup>

TABLEAU 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT (1994-2004)

SECTEURS	COÛTS	% (par secteur)
Transport, etc.	2845	27
Énergie-Électricité	1800	17
Éducation	1135	11
Logement	950	9
Égouts	825	7
Télécommunications	620	6
Services de santé	600	6
Agriculture	585	5
Eau	415	4
Industrie	350	3
Services au secteur privé	200	2
Immeubles gouvernementaux	170	2

<sup>107</sup>. Cette politique continue même si, en juin 1998, des élections municipales ont été organisées pour la première fois depuis 1963. Les ressources financières de ces municipalités étant toujours bloquées par le Ministère des Finances ("À propos de la querelle sur les fonds municipaux. Une arnaque organisée", *Magazine* [Beyrouth], no 2126 du 7 août 1998, <http://www.magazine.com.lb/magazine.com.lb/2126/htms/liban>).

<sup>108</sup>. Pour une vision plutôt "poétique" du volet "infrastructure" de ce projet (John B. DONOVAN, "A New Picture of the Developing World", *Vital Speeches of the Day*, vol. 61, no 1, décembre 1994, pp. 110-112. Steven W. SETZER, "Lebanon's Rebirth Beginning", *ENR*, vol. 232, no 2, 10 janvier 1992, pp. 20-21. Angus GAVIN et Ramez MALUF, *Beirut Reborn: The Restoration and Development of the Central District*, London, Academy Editions, 1996). Dans la controverse, trois compagnies foncières ont été formées pour assurer la reconstruction de la capitale: 1) SOLIDERE pour l'ancien *souk* (<http://www.solidere.com.lb>), 2) LINORD pour la banlieue est (<http://www.dm.net.lb/linord>) et 3) ELISSAR pour la banlieue sud où le gouvernement rencontre une opposition de la majorité chiite qui y habite. Sur cette troisième compagnie et le jeu politique qui l'entoure voir, Mona Harb EL-KAK, *Politiques urbaines dans la banlieue sud de Beyrouth*, Beyrouth, CERMOC, 1996. Notons que durant les dernières élections municipales, une bataille dure a opposé le camp Hariri au *Hezbollah* dans les deux municipalités de la banlieue sud (dont l'une d'elle, Ghobeira, est la deuxième plus riche municipalité au Liban) qui se trouvent au coeur des travaux de ELISSAR. Celles-ci ont élu des représentants du parti *Hezbollah*.

Raffineries de pétrole	70	1
<b>TOTAL</b> <sup>109</sup>	10.6	

Source: Dr. J. Michael COBB, *Lebanon's Recovery and Reconstruction*, décembre 1997 (<http://pw2.netcom/~interdev/leb1.htm>).

Pour éviter une hausse additionnelle de la dette publique et attirer une partie des capitaux détenus à l'étranger par des Libanais, le gouvernement émit, à la fin de 1994, un emprunt en euro-obligations qui rapporta plus de 300 millions \$US.<sup>110</sup> Il estimait que ces dépenses, "[qui] sont cruciales pour ses priorités pour la restauration physique et sociale des infrastructures de base",<sup>111</sup> auraient un effet d'entraînement (*trickle down effect*) sur le reste de l'économie et sur le niveau de vie des gens.<sup>112</sup> En décembre 1994, une crise éclata lorsque Hariri dut démissionner temporairement devant le refus de la Chambre de lui concéder des pouvoirs exceptionnels pour réaliser son plan de dix ans.<sup>113</sup> "Les critiques du gouvernement maintenaient que trop d'argent

<sup>109</sup>. 2,25 milliards \$US ne sont pas inclus ici. Dans ce budget, 9% est alloué au logement, 11% à l'éducation et 6% à la santé pour un total de 26%. Ces chiffres ne sont pas exacts pour les raisons suivantes: 1) malgré le boom foncier des années 1992-1995, il y a au Liban une crise de logement. Une fine minorité de Libanais ont accès aux prêts hypothécaires offerts par l'État ou par les banques commerciales. Pour y être éligible, il faut avoir un salaire mensuel équivalent à 2000 \$US, alors que le salaire moyen est de l'ordre de 400 \$US (Osama HABIB, «House loans need more flexibility as most Lebanese are far from qualified», *The Daily Star*, 10 août 1998). En même temps, les contrats de loyer ont été libéralisés pour stimuler le secteur foncier, ce qui pousse à instiguer des conflits sociaux. 2) Le système de santé, qui est dominé par le secteur privé, est notoire pour ses coûts exorbitants. On estime que 50% des Libanais ne bénéficient d'aucune couverture sociale. Notons qu'en décembre 1997, le ministre de la santé a mis fin aux contrats liant son ministère aux hôpitaux privés réduisant l'accès de ceux qui sont couverts par la Sécurité sociale à des soins de qualité. Depuis le mois d'août 1997, le gouvernement leur doit une somme de 250 milliards de L.L. 3) Pour ce qui est l'éducation, il faut remarquer que celle-ci est aussi la chasse gardée du secteur privé du primaire au secondaire, l'état des écoles publiques étant lamentable. À part l'Université libanaise qui accueille presque la moitié de la communauté étudiante post-secondaire, l'enseignement public est sous-financé. Selon un rapport récent préparé pour le compte de l'ESCWA, le gouvernement Hariri n'avait pas de politique sociale (Antoine Haddad, *Poverty in Lebanon*, ESCWA, Amman, 1995). Finalement, les dépenses ordinaires en pourcentage du produit national brut sur les programmes sociaux ont plutôt régressé. Elles étaient de l'ordre de 2,5% en 1983 et de 2,0 en 1994 (UNESCO, *Annuaire Statistique*, Paris, 1983 et 1997, pp. IV-13 et I-7).

<sup>110</sup>. Aline van DUYN, "A Warrant on Reconstruction", *Euromoney*, no 306, octobre 1994, pp. 16-18. Gérard FIGUIÉ, *Le point sur le Liban 1998*, Beyrouth, Anthologie, 1997, pp. 377-378. L'ex-premier vice-président de la Banque du Liban, Nasser Saïdi, estime que l'adoption, le 2 mai 1998, d'une monnaie commune européenne "permettra à des pays comme le Liban de lancer des émissions en euros au lieu de le faire en dollars" (*L'Orient-Le Jour* [Beyrouth], 23 juillet 1998).

<sup>111</sup>. World Bank, "Lebanon", dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D.C., 1995, pp. 293-294 (notre traduction).

<sup>112</sup>. Le chômage et la pauvreté s'accroissent à cause des mises à pied arbitraires et de l'absence de tout investissement dans les secteurs productifs. "Cri d'alarme de Michel Moussa. 25% de chômeurs au Liban", *L'Orient-Le Jour*, 4 février 1999. Sabine DARROUS, "Musa drops unemployment bomb", *The Daily Star*, 4 février 1999. Michel Moussa est le ministre du Travail.

<sup>113</sup>. Hariri, qui a démissionné une fois, menacé de le faire à deux reprises et suspendu ses activités pendant une semaine, affirmait sans cesse qu'il était prêt à quitter son poste si quelqu'un est capable d'assumer les conséquences de son départ (*Alkhaleej* [Dubai], 22 août 1998). La commission des Finances vient de dire "non" à la demande du gouvernement Hoss d'autoriser le CDR et la Caisse des déplacés à contracter des prêts pour financer les activités qui leur sont confiées ("La commission des

est dépensé sur la reconstruction au dépend des programmes sociaux”.<sup>114</sup> Dans un rapport confidentiel livré en mai 1995, la Banque mondiale recommanda au gouvernement Hariri de réduire l’ampleur de son plan de reconstruction et d’élargir le rôle du secteur privé.<sup>115</sup> Cependant, “[...] le secteur privé libanais hésite toujours à établir des projets d’investissement [productifs] dans le pays avant la fin des travaux de restauration des *services de base*, le développement de l’*infrastructure* du pays et le règlement du conflit au Moyen-Orient”.<sup>116</sup>

TABLEAU 6 : DISTRIBUTION DU CRÉDIT BANCAIRE (1995-1997)

en %	Déc 95	Déc 96	Mar 97	Jun 97	Sep 97	Déc 97
Agriculture	1.71	1.58	1.55	1.55	1.53	1.48
Industrie	13.24	13.09	12.89	13.03	12.76	12.44
Construction	20.88	21.63	19.77	19.38	19.41	20.60
Commerce/ service	47.63	45.41	46.02	45.50	44.86	45.09
Transactions Financières	2.63	3.32	2.49	2.75	2.61	2.91
Individus	10.88	11.57	13.63	14.19	14.89	13.58
Autre	3.03	3.39	3.64	3.61	3.95	3.89
TOTAL (LL)	10,385,179	13,007,617	13,589,429	14,295,681	14,863,020	15,946

Source: Chambre de Commerce et d’Industrie de Beyrouth  
(<http://www.euroinfocentre.net/infoc/tables/cred.htm>).

Exaspéré par l’attitude attentiste du secteur privé, le premier ministre Hariri déclara, en décembre 1996, durant la réunion des “amis du Liban” à Washington,<sup>117</sup> que nous sommes un État qui croit dans le *secteur privé*, et il faut que ce *secteur* croit à son tour dans le développement [...]. On ne peut pas réclamer une économie de marché sans s’acquitter de nos responsabilités envers toute la société. Ce qui est important c’est de travailler pour le développement de ce pays à travers le *secteur privé*, et l’État ne doit pas entrer dans bon nombre de projets, car cela augmentera de

Finances s’oppose à l’octroi de pouvoirs exceptionnels au CDR et à la Caisse des déplacés”, *L’Orient-Le Jour*, 14 janvier 2000).

<sup>114</sup>. Arthur S. BANKS, Alan J. DAY et Thomas C. MULLER (éds.), *Political Handbook of the World: 1997*, New York, McGraw-Hill, 1997, p. 481 (notre traduction).

<sup>115</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1997-1998*, London, 1997, p. 24.

<sup>116</sup>. Economic and Social Commission for Western Asia, “Lebanon”, in *Survey of Economic and Social Development in the ESCWA Region, Part II. Privatization in the ESCWA Region*, Amman, 1995, p. 25 (c’est nous qui traduisons et soulignons). Pourquoi investir dans des projets à long terme alors que ceux, qui contrôlent ce secteur, peuvent continuer à accumuler de l’argent selon la vieille méthode: spéculation et achat des bons du trésor à des taux de rendement élevés.

<sup>117</sup>. Shirl McARTHUR, “Special Report: Friends of Lebanon Meet in Washington”, *Washington Report on Middle East Affairs*, janvier-février 1997, p. 29.

*ses interventions*. Je crois que ce que tout le monde réclame c'est plus de prospérité, plus d'*infrastructures*, mais il faut que le *secteur privé* investisse dans des projets à long terme et non seulement dans les projets commerciaux [...]. Les Libanais sont actifs et ils se trouvent partout dans le monde, et cette richesse ne peut être exploitée que par le *secteur privé*.<sup>118</sup>

Deux remarques s'imposent:

1. L'omniprésence de l'État dans le processus de reconstruction (contrairement aux principes du CDR. Voir section 4) attestée par l'augmentation constante des dépenses publiques, d'une part, et l'aggravation de la dette publique tant interne qu'externe, d'autre part.

TABLEAU 7 : ÉVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE (1993-1999)

en millions \$US	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Dettes interne	5,803.7	9,347.5	11,997.2	17,228.8	18,644.4	21,685.0	25,541.5
Dettes externe	327	772	1,305	1,856	2,354	4,199.8	5,538.2

Source: Banque du Liban (<http://www.bdl.gov.lb/edata/his93-99/m512/t531-1.htm> / <http://www.bdl.gov.lb/edata/his93-94/m512/t531-3.htm>).

2. La reprise économique enregistrée entre 1993 et 1996 “[...] est fragile, avec une croissance [...] stimulée par les activités de construction”.<sup>119</sup> Donc, les projets d'infrastructure n'eurent pas l'effet d'entraînement escompté sur le reste de l'économie.

TABLEAU 8 : COMMERCE EXTÉRIEUR (1992-1999)

en million \$US	Exports	Imports	Déficit

<sup>118</sup>. *L'économie libanaise et arabe*, no 405, janvier-février 1997, p. 18 (en arabe. C'est nous qui traduisons et soulignons). Cette réunion a été convenue après les attaques israéliennes sur le Liban (“Raisins de la colère”) qui se sont produites en avril 1996, et qui ont occasionné des pertes humaines et matérielles énormes. La création d'un fonds spécial pour aider le Liban y a été annoncée, sans pour autant y donner suite.

<sup>119</sup>. World Bank, “Lebanon”, dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D.C., 1996, p. 287. “Doing Business in Lebanon: Sectors with Best Potential, Rundown of Investment Rules”, *Middle East Executive Report*, vol. 17, no 8, août 1994, pp. 9, 13. En 1995, 2,4 milliards \$US ont été investis dans le foncier (*Chambre de Commerce et d'Industrie Canada-Liban*, vol. 3, no 3, juin 1996, p. 41).

1992	559.5	4202.9	3643.4
1993	451.7	4821.4	4369.7
1994	572.2	5990.4	5418.2
1995	825.1	7268.6	6461.9
1996	1017.2	7554.1	6536.9
1997	642.0	7454.6	6812.6
1998	67.4	606.2	532.5
1999	64.4	527.8	463.4

Source: Chambre de Commerce et d'Industrie de Beyrouth  
(<http://www.euroinfocentre.net/infoc/tables/ftrade.htm>).  
Banque du Liban (<http://www.bdl.gov.lb/edata/his93-99/m511/t54-1.htm>).

## La “réforme” de l’État

Sous le signe de la réforme, le gouvernement Hariri décida de réduire la taille de l’administration d’État et privatiser certains services publics.<sup>120</sup> Le but étant “d’avoir une administration publique petite, compétente et efficace, selon les exigences d’une économie de marché, et capable d’offrir les services aux agents économiques et aux citoyens”.<sup>121</sup> En 1993 et 1995, le Ministère d’État à la réforme administrative dressa deux programmes<sup>122</sup> pour assurer un service rapide aux citoyens, accélérer le processus de relance économique, éliminer le surplus de personnel et combattre la corruption.<sup>123</sup> En outre, certains services publics, dont les plus lucratifs (télécommunications, transports), ont été privatisés selon le système BOT (*Build-Operate-Transfer*), “[...] le rôle du gouvernement étant limité à la supervision et au contrôle, alors que la gestion revient au secteur privé”.<sup>124</sup>

<sup>120</sup>. Hassan CHALAQ, “The Reforms of Civil Service in Lebanon” (<http://www.csb.gov.lb/english/reforms.htm>). Chalaq est ministre responsable de la réforme administrative dans l’actuel gouvernement Hoss. Les nominations aux postes de première catégorie (niveau directeur général), qui ont effectuées dès l’entrée en fonction de celui-ci et encore plus récemment, ont suivi la même logique de patronage d’antan et ce, malgré la rhétorique officielle sur l’“équité” et la “transparence” (“Minister Hassan Shalak: reform of the civil service will continue, come what may”, *Monday Morning*, [Beyrouth], 14 juin 1999). Sur les deux phases de cette réforme voir, Sena EKEN et al., *Economic Dislocation and Recovery in Lebanon*, Washington, D. C., FMI, 1995, pp. 17-18.

<sup>121</sup>. <http://www.omsar.gov.lb/omsar/admin> (c’est nous qui soulignons).

<sup>122</sup>. Programme de développement institutionnel (IDP), et Programme national pour la réhabilitation administrative (NARP).

<sup>123</sup>. Même si lors de leur rencontre annuelle à Hong Kong ils ont annoncé une croisade contre la corruption (John STACKHOUSE, “World Bank and IMF open crusade against corruption”, *The Globe and Mail* [Toronto], 20 septembre 1997, p.1. Voir aussi le numéro spécial de *Finance and Development*, vol. 35, no 1, mars 1998) dans les pays qui reçoivent leur aide, la Banque mondiale et le FMI ont réitéré au président de la Banque du Liban, Riad Salamé, leur confiance dans la politique économique et financière du Liban malgré la corruption flagrante qui y sévit. De passage à Beyrouth, Janick Lindback, vice-président de la BIRD, “a considéré que le Liban a commencé à reprendre sa place normale au niveau de la région et du monde”, tout en félicitant “le gouvernement pour son encouragement du secteur privé et de l’initiative individuelle”(Assafir, 21 octobre 1997).

<sup>124</sup>. ESCWA, *Privatization in the ESCWA Region*, op.cit., p. 24. Selon la Banque mondiale, ce type de partenariat est innovateur et efficace (*World Bank Annual Report 1997*, Washington, D.C., 1997). Loin

## Les ajustements macro-économiques

Pour créer un environnement économique et financier favorable aux activités du secteur privé,<sup>125</sup> le gouvernement Hariri adopta les mesures suivantes:

1. L'augmentation des taxes indirectes frappant au-delà de 65% de la population.<sup>126</sup>
2. La réduction de la taxe sur les profits et les revenus à 10%.<sup>127</sup>
3. Le maintien d'une politique monétaire stricte pour stabiliser la L.L.<sup>128</sup> Néanmoins, depuis 1993, le gouvernement "[...] n'a introduit aucune mesure pour stabiliser les prix".<sup>129</sup>

---

de l'être, le système BOT a accentué la corruption et les abus dans les hautes sphères du pouvoir. Récemment, le Parlement a défini la privatisation comme étant "le transfert partiel ou total d'un service ou de sa gestion du secteur public au secteur privé à travers les procédures légales" ("Parliament defines term "privatization"", *The Daily Star*, 11 mars 1999. Notre traduction). Le comité parlementaire d'Administration et de Justice a noté que ce processus doit se conformer aux termes de l'article 89 de la Constitution, stipulant que l'exploitation des ressources naturelles du pays ou des services publics durera pour une période bien circonscrite.

<sup>125</sup>. Kari NORKONMAA, "The Reconstruction of Lebanon", *Paper Presented at the Third Nordic Conference on Middle Eastern Studies ("Ethnic Encounter and Cultural Change")*, Joensuu, Finland, 19-22 juin 1995 (<http://www.hf-fak.uib.no/swi/paj/norkomaa.html>).

<sup>126</sup>. L'Union européenne a suggéré au gouvernement libanais de remplacer les taxes indirectes par une *Value Added Tax* pour augmenter ses recettes fiscales (Ossama Habib, "Corm is back with new VAT", *The Daily Star*, 11 mai 1999). Le ministre des Finances, Georges Corm, a promis que cette taxe ne dépassera pas les 10% (*Assafir*, 22 mai 1999).

<sup>127</sup>. Le président de la Banque du Liban s'est publiquement opposé à toute hausse des taxes sur les revenus, pour ne pas "nuire à l'investissement" (Osama HABIB, "Salameh speaks against rising level of income tax", *The Daily Star*, 24 février 1999). Selon la Banque mondiale, la c'est corruption -et non les taxes- qui nuit aux affaires (Osama HABIB, "Corruption is bad for business not higher taxes, says the World Bank", *The Daily Star*, 29 janvier 1999).

<sup>128</sup>. L'artisan des politiques de stabilisation est Muhammad Chatah, ancien membre de l'*Executif Board* du FMI, et qui était le troisième vice-président de la Banque du Liban entre 1993 et 1997. Son successeur, Marwan Nsouli, est un ex-employé de la BIRD. Les mesures 3 et 4 sont liées à la nouvelle politique euro-méditerranéenne de l'Union européenne lancée à la Conférence de Barcelone en 1995 dans le but de créer une zone de libre-échange entre les pays de la Méditerranée d'ici l'an 2007 (Chibli MALLAT, "Hariri wins two and loses two EU standards", *The Daily Star*, 17 août 1998). Sur cette politique voir, Jacques Ould AOUDIA, "Enjeux économiques de la politique euro-méditerranéenne", *Maghreb-Machrek*, no 153, juillet-septembre 1996, pp. 24-44. Saleh M. NSOULI, Amer BISAT et Oussama KANAAN, "The European Union's New Mediterranean Strategy", *Finance and Development*, vol. 33, no 3, septembre 1996, pp. 14-17. Abdelkader SID AHMED, "The Barcelona Cooperation Framework: Implications for Arab Economies of the Middle East", *Tiers Monde*, vol. 37, no 148, octobre-décembre 1996, pp. 919-935. Ali A. BOLBOL, "Arab Trade and Free Trade", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 31, no 1, février 1999, pp. 3-17.

<sup>129</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1996-1997*, London, 1996, p. 13. Selon Hariri, "ce n'est pas vrai que les prix n'ont pas baissé. Ce qui est vrai c'est que le revenu des gens est bas. C'est là le véritable problème" (*The Hariri Government's Policies, op.cit.* Notre traduction).

TABLEAU 9 : FLUCTUATION DE LA L.L. (1993-1999)

ANNÉE	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
L.L/\$ US	1,711.00	1,661.00	1,596.00	1,522.00	1,527.00	1,508.00	1,507.50

Source: Banque du Liban (<http://www.bdl.gov.lb/edata/his93-99/m510/t5282usd.htm>).

#### 4. La maîtrise totale de l'inflation.

TABLEAU 10 : ÉVOLUTION DE L'INFLATION (1993-1998)

ANNÉE	1993	1994	1995	1996	1998
% de l'inflation	29	12	15	8,95	5

Source: Economist Intelligence Unit, Lebanon, 1996-1997, *op.cit.*, p. 13.

#### 5. La réouverture de la Bourse de Beyrouth à la fin de 1995.

6. La création du Conseil pour le développement des investissements au Liban (CDIL) pour offrir le soutien et l'expertise aux projets d'investissements en capital.<sup>130</sup>

7. La désignation de zones franches pour développer les industries destinées à l'exportation, afin de "s'adapter [...] en fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés extérieurs afin de s'intégrer davantage à l'économie mondiale".<sup>131</sup>

Toutefois, ces mesures ne stimulèrent pas les investissements locaux et étrangers et ne réduisirent pas le déficit budgétaire qui continue à grimper à cause de la tendance du gouvernement à sous-estimer ses dépenses et à surestimer ses revenus.<sup>132</sup>

<sup>130</sup>. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Financement des projets de reconstruction au Liban. Étude sur les sources de financement offertes aux entreprises canadiennes*, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1997.

<sup>131</sup>. Banque mondiale, "Moyen-Orient et Afrique du Nord", dans *Rapport annuel 1996*, Washington, D.C., 1996, p. 134.

<sup>132</sup>. Economist Intelligence Unit, Lebanon, 1997-1998, *op.cit.*, p. 13. Sena et al., *Economic Dislocation*, *op.cit.*, p. 24.

TABLEAU 11 : DÉFICIT BUDGÉTAIRE (1993-1999)

En millions \$US	1993	1994	1995	1996	1997	1999
Dépenses	3150	4080	5630	7225	9155	9060
Revenus	1792	2245	3150	3533	3722	4800
Déficit %	38,5	56,9	48,2	51,1	59,3	59,06

Source: ESCWA, *Survey of Economic and Social Development in the Escwa Region*, Amman, 1995, p. 79. *Assafir*, 29 décembre 1998 et 20 novembre 1999.

Après des mois de bras de fer entre le premier ministre Hariri et Nabih Berri, président de la Chambre, autour de la question des taxes sur le pétrole pour payer les augmentations salariales des employés du secteur public, les deux paraphèrent une entente pour régler la “crise financière, économique et administrative et favoriser le développement”.<sup>133</sup> Le “papier de réformes” négocié comporte vingt-un points touchant quatre domaines, à savoir l’administration, le système de taxation, la dette publique et le budget 1998.<sup>134</sup> Il préconise:

1. La fusion de certains ministères et institutions publiques et de sécurité dès la formation d’un nouveau gouvernement au lendemain des élections présidentielles prévues pour l’automne 1998.
2. La compression des dépenses gouvernementales dans le budget 1998.
3. L’imposition d’une taxe de 1% sur le chiffre des affaires pour financer la reconstruction.
4. L’ajustement de la dette publique en empruntant une somme de 2 milliards \$US en euro- obligations, et en différant une partie de la dette interne en devises étrangères.<sup>135</sup>

Ce papier donna au pays un répit temporaire. À la fin de 1997, la crise financière était telle que seule une aide d’urgence (1 milliard \$US a été déposé à la Banque du Liban) en provenance de l’Arabie saoudite, du Koweït et des Émirats arabes unis, prévint un effondrement total de l’économie.<sup>136</sup>

<sup>133</sup>. “Nouveau plan de sauvetage, “mais pas de solutions radicales et rapides”...”, *La Revue du Liban*, no 1973, novembre-décembre 1997. *Alanwar*, 21 novembre 1997.

<sup>134</sup>. Pour une critique de ce budget voir, Dr. Ghassan AYACH, “Un autre budget pour hypothéquer l’avenir”, *Assafir*, 19 janvier 1998.

<sup>135</sup>. “Lebanon to borrow heavily on foreign currencies”, *Xinhua*, 4 décembre 1997. Ce choix a été justifié par le fait que le taux d’intérêt sur la L.L. est supérieur à celui en dollar américain ou en franc français. Curieusement, emprunter de l’argent sur le marché extérieur fut le seul point de l’entente qui a été mis en exécution. Le gouvernement Hoss poursuit la même politique (Zeina ABU RIZK, “MPs back huge T-bill offering to settle accounts”, *The Daily Star*, 28 mai 1999).

<sup>136</sup>. Khaled Yacoub OWEIS, “Kuwait and UAE join Gulf states in \$1bn bid to help struggling Lebanese pound”, *The Daily Star*, 17 janvier 1997. “Lebanon will not devalue currency Minister”, *Reuters*, 1

---

décembre 1997. Au début de juin 1999, Le gouvernement Hoss a présenté un plan quinquennal pour le redressement financier et économique qui a été jugé par plusieurs spécialistes comme irréalistes et irréalisables (Ghassan AYACHE, “Un développement sans financement!”, *Assafir*, 12 juin 1999).

## CONCLUSION: LA RÉPUBLIQUE BLESSÉE<sup>137</sup>

Comme nous avons essayé de démontrer dans cette étude, l'économie libanaise "[...] est [depuis toujours] marquée par un déséquilibre croissant entre le tertiaire, d'une part, et, de l'autre, une industrie caractérisée par un fort taux de chômage et une agriculture en stagnation".<sup>138</sup> Les efforts tentés par le président Chéhab<sup>139</sup> au cours des années 1960 pour remédier à ce déséquilibre évitèrent le noeud du problème, à savoir la nécessité de réformer le système politique. Les conséquences de l'échec du chéhabisme<sup>140</sup> ont été multiples, dont le retour au laissez-faire économique et le renforcement de la formule sectaire consacrée par les "pères" de l'indépendance.

Si les "fromagistes" -expression de Chéhab pour désigner l'élite libanaise- sortirent gagnants de cette lutte, la guerre renforça encore plus leur mainmise sur le devenir économique du pays. L'accord de Taëf, qui visait la décentralisation administrative, le développement économique équilibré et la justice sociale, accoucha d'une république à la fois affairiste et sectaire.<sup>141</sup> Au lieu de consolider les assises de l'État pour relever les défis internes et faire face aux dangers externes,<sup>142</sup> l'élite libanaise perpétue l'instabilité politique et l'angoisse chez une population qui s'appauvrit.<sup>143</sup> Malgré ses attaques sur la "mentalité de la guerre",<sup>144</sup> le premier ministre "outrepassa lui aussi les institutions nationales, tels les ministères du gouvernement, pour réaliser plus efficacement son projet de reconstruction, alors que l'élite politique n'est plus redevable à personne menant à l'érosion de la confiance nationale dans l'État".<sup>145</sup>

<sup>137</sup>. Paul E. SALEM, "The Wounded Republic: Lebanon's Struggle for Recovery", *Arab Studies Quarterly*, vol. 16, no 4, automne 1994, pp. 47-63.

<sup>138</sup>. PICARD, Liban: État de discorde, *op.cit.*, pp. 85 et 149-150.

<sup>139</sup>. Bassem AL-JISR, *Fouad Chéhab*, Beyrouth, Fondation Foucah Chéhab, 1998 (en arabe).

<sup>140</sup>. Nawaf KABBARA, *Shehabism in Lebanon, 1958-1970: The Failure of a Hegemonic Project*, thèse de doctorat, England, University of Essex, 1988.

<sup>141</sup>. Albert MANSOUR, *Un coup contre le Taëf*, Beyrouth, Dar Al-Jadid, 1993 (en arabe). Nazih RICHANI, *Dilemmas of Democracy and Political Parties in Sectarian Societies: The Case of the Progressive Socialist Party of Lebanon, 1949-1996*, New York, St. Martin's Press, 1998.

<sup>142</sup>. "Nous devons porter atteinte aux intérêts économiques et aux infrastructures du Liban, notamment ses réseaux électriques et de transport, à chaque fois qu'un de nos soldats est tué" par la résistance dans la zone occupée au sud de ce pays, déclarait Uzi Landan, président de la commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense d'Israël (*L'Orient-Le Jour*, 21 août 1998).

<sup>143</sup>. "MP Adnan Arakji: A call for the Lebanese to bite the bullet", *Monday Morning*, 19 décembre 1997.

<sup>144</sup>. Maarouf DAOUK, "Lonely at the top- Hariri complains of plots to unseat him and rekindle civil war", *The Daily Star*, 17 décembre 1997.

<sup>145</sup>. Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1997-1998*, 1997, pp. 5-6. Samir KASSIR, "Désordre établi au Liban", *Le Monde diplomatique*, février 1997, p. 7.

En définitive, s'il est évident que "[...] les Libanais peuvent encore *refaire* le Liban",<sup>146</sup> la reconstruction économique ne peut être que le fruit d'une solution éminemment politique.<sup>147</sup>

1. L'abolition du confessionnalisme qui est une condition *sina qua non* pour la réussite des réformes administratives tant attendues.<sup>148</sup>
2. L'abandon du laissez-faire économique pour que l'État puisse avoir un rôle plus grand dans l'économie et assurer une meilleure distribution de la richesse nationale.<sup>149</sup>
3. L'investissement dans des secteurs productifs tels l'agriculture et l'industrie dans le but, non seulement de résorber le chômage chronique et limiter la dépendance économique du Liban, mais aussi pour garantir son indépendance politique.
4. L'ajustement aux changements qui ont eu lieu dans les économies des pays arabes, notamment ceux du Golfe, car c'est dans cette région "[...] pas en Occident, que se trouve l'avenir économique du Liban".<sup>150</sup>

<sup>146</sup>. Ghassan TUÉNI, "Peut-on refaire le Liban?", *Politique étrangère*, vol. 55, no 2, été 1990, p. 347.

<sup>147</sup>. Kamal HAMDAN, "About the Confessional State in Lebanon", dans Leila FAWAZ (éd.), *State and Society in Lebanon*, Oxford, Tufts University-Center for Lebanese Studies, 1990, pp. 98-99.

<sup>148</sup>. "Walid Jumblatt: Administrative reform is impossible in the context of a confessional State", *Monday Morning*, 20 novembre 1997.

<sup>149</sup>. Nous bouclons la boucle sur notre idée originale, à savoir la primauté de réformer le système politique afin de restructurer le Liban sur de nouvelles bases, un processus qui nous paraît difficile et de longue haleine. Or, la *nomenklatura libanaise* "on a daily basis reveals, Janus-like, h[er] two faces: [s]he wants an open economy, but cannot prevent it from being run, to h[er] advantage, as a cartel. [S]he wants a system that will require fewer governmental controls but is unwilling to relinquish power"(Michael Young, "Two Faces of Janus: Post-War Lebanon and Its Reconstruction", *Middle East Report*, vol. 28, no 4, hiver 1998, p. 44).

<sup>150</sup>. Remarque de Paul E. Salem (cité dans Deirdre, *La paix au Liban?*, *op.cit.*, p. 88). Les exportations libanaises vers le monde arabe augmenteront davantage une fois l'embargo contre l'Irak est levé.

TABLEAU 12 : EXPORTATIONS/IMPORTATIONS (%)

PAYS	EXPORTS	IMPORTS
Union européenne	23.13%	47.46%
Autres pays européens	8.05%	9.34%
ALÉNA	6.71%	10.05%
Autres pays industrialisés	1.35%	4.56%
Pays arabes	49.02%	9.27%
Europe de l'Est	1.17%	2.69%
Républiques ex-soviétiques	1.86%	3.23%
Asie	1.90%	10.35%
Afrique	4.12%	0.45%
Amérique du Sud	0.89%	1.68%
Autres pays	1.81%	0.92%

Source: Chambre de Commerce et d'Industrie de Beyrouth  
(<http://www.euroinfocentre.net/infoc/tables/frade.htm>).

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Publications gouvernementales et internationales

- American Life Company, *Positive Points Pertaining to the Lebanese Economy*, Beyrouth, 1997.
- Arab Monetary Fund, *Arab Countries: Economic Indicators, 1980-1990*, no 8, Abu-Dhabi, Émirats arabes unis, 1991.
- ....., *Arab Countries: Economic Indicators, 1984-1994*, no 12, Abu-Dhabi, Émirats arabes unis, 1995.
- Bank of Lebanon, *The Lebanese Banking and Financial Sectors*, Beyrouth, septembre 1997.
- Banque mondiale, "Moyen-Orient et Afrique du Nord", dans *Rapport annuel 1996*, Washington, D.C., 1996, pp. 134-141.
- Economist Intelligence Unit, *Country Report. Lebanon, Cyprus*, no 1, 1990.
- Economist Intelligence Unit, *Country Report. Lebanon, Cyprus*, no 3, London, 1991.
- Economist Intelligence Unit, *Country Report. Lebanon, Cyprus*, no 4, London, 1991.
- Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Cyprus, Lebanon*, no 4, London, 1992.
- Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1995-1996*, London, 1995.
- Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1996-1997*, London, 1996.
- Economist Intelligence Unit, *Country Profile. Lebanon, 1997-1998*, London, 1997.
- Economist Intelligence Unit, "Lebanese Finance: Banking Sector Growth Reach Record Level", *ViewsWire*, 10 avril 1998.
- S. EKEN et al., *Economic Dislocation and Recovery in Lebanon*, Washington, D. C., FMI, 1995.
- Economic and Social Commission for Western Asia, *Survey of Economic and Social Development in the ESCWA Region*, Amman, 1995.
- Economic and Social Commission for Western Asia, *Survey of Economic and Social Development in the ESCWA Region, Part II. Privatization in the ESCWA Region*, Amman, 1995.
- A. HADDAD, *Poverty in Lebanon*, Economic and Social Commission for Western Asia, Amman, 1995.
- Lebanese Center for Policy Studies, *Towards an Industrial Strategy in Lebanon*, Beyrouth, 1996.
- T. H. KANAAN, *The Social Effects of Economic Adjustment on Arab Countries*, Washington, D.C., FMI, 1997.

- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), *Financement des projets de reconstruction au Liban. Étude sur les sources de financement offertes aux entreprises canadiennes*, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1997.
- J. MUELLER, *Dollarization in Lebanon*, Working Paper No 129, Washington, D.C., FMI, 1994.
- UNESCO, *Annuaire statistique*, Paris, 1983.
- UNESCO, *Annuaire statistique*, Paris, 1997.
- UNICEF, *Statistics on Children in Unicef Assisted Countries*, New York, 1992.
- World Bank, "Lebanon", dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D. C., 1993.
- World Bank, "Lebanon", dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D.C., 1994.
- World Bank, "Lebanon", dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D.C., 1995.
- World Bank, "Lebanon", dans *Trends in Developing Countries*, Washington, D.C., 1996.

## 2. Ouvrages

- S. ABOU, *Le bilinguisme arabe-français au Liban. Essai d'anthropologie culturelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1962.
- L. ABUL-HUSN, *The Lebanese Conflict: Looking Inward*, Boulder, Col., Lynne Rienner Publishers, 1998.
- B. AL-JISR, *Fouad Chéhab*, Beyrouth, Fondation Fouad Chéhab, 1998 (en arabe).
- M. AMEL, *L'État confessionnel: la cas libanais*, Montreuil, La Brèche, 1996.
- G. AMIN, *The Modernization of Poverty: A Study in the Political Economy of Growth in Nine Arab Countries, 1945-1970*, Leiden, E. J. Brill, 1979.
- G. AYACHE, *Les dangers du déficit et de la dette publique sur la stabilité et les libertés au Liban*, Beyrouth, Dar al-Jadid, 1997 (en arabe).
- P. BALTA et G. CORM (dirs.), *L'avenir du Liban dans le contexte régional et international*, Paris, Les Éditions Ouvrières-Études et documentations internationales, 1990.
- A. BEYDOUN, *Liban: itinéraire dans une guerre incivile*, Paris, Karthala, 1993.
- M. BUHEIRY, *Beirut's Role in the Political Economy of the French Mandate*, Oxford, Center for Lebanese Studies, 1987.
- D. CHEVALLIER, *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Librairie orientale Paul Geuthner, 1971.
- M. CHIHA, *Politique intérieure*, Beyrouth, Fondation Michel Chiha, 1964.
- M. CHIHA, *Propos d'économie politique*, Beyrouth, Fondation Michel Chiha, 1965.
- D. COLLINGS et J. TANSLEY, *La paix au Liban? Rapport sur un projet international de recherche et sur une série d'ateliers présentés à Ottawa entre septembre 1990 et novembre 1991*, document de travail no 43, Ottawa, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1992.
- D. COLLINGS (éd.), *Peace for Lebanon? From War to Reconstruction*, Boulder, Col., Lynne Rienner Publishers, 1994.
- G. CORM, *Politique économique et planification au Liban (1958-1964)*, Beyrouth, Librairie universelle, 1965.

- G. CORM, *Liban: les guerres de l'Europe et de l'Orient, 1840-1992*, Paris, Gallimard, 1992.
- G. CORM, *Le Proche-Orient éclaté- II: mirages de paix et blocages identitaires, 1990-1996*, Paris, La Découverte, 1997.
- A. DAWISHA, *Syria and the Lebanese Crisis*, New York, St. Martin's Press, 1980.
- H. DIAB, *Beirut: Reviving Lebanon's Past*, New York, Praeger, 1999.
- C. DUBAR et S. NASR, *Les classes sociales au Liban*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.
- G. EL-EZZI, *L'invasion israélienne du Liban (1982): origines, finalités et effets pervers*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- M. EL-KAK, *Politiques urbaines dans la banlieue sud de Beyrouth*, Beyrouth, CERMOC, 1996.
- G. FIGUIÉ, *Le point sur le Liban 1998*, Beyrouth, Anthologie, 1997.
- C. GATES, *The Merchant Republic of Lebanon: Rise of an Open Economy*, London, I. B. Tauris, 1998.
- A. GAVIN et R. MALUF, *Beirut Reborn: The Restoration and Development of the Central District*, London, Academy Editions, 1996.
- A. GEMAYEL, *Le Liban: construire l'avenir*, Paris, Hachette, 1992.
- M. GRAWITZ, *Lexique des sciences sociales*, 6e édition, Paris, Dalloz, 1994.
- K. HAMDAN, *Le conflit libanais. Communautés religieuses, classes sociales et identité nationale*, Institut de recherches des nations Unies pour le développement social, Reading, Garnet Publishing, 1997.
- A. HOURANI et N. SHEHADI (éds.), *The Lebanese in the World: A Century of Emigration*, Oxford-London, Center for Lebanese Studies-I.B. Tauris, 1992.
- M. JOHNSON, *Class and Client in Beirut: The Sunni Muslim Community and the Lebanese State, 1840-1984*, London, Ithaca Press, 1985.
- S. KHALAF et P. S. KHOURY (éds.), *Recovering Beirut: Urban Design and Post-War Reconstruction*, Leiden, E. J. Brill, 1993.
- G. KHOURY, *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne, 1914-1920*, Paris, Armand Colin, 1993.
- F. KIWAN (dir.), *Le Liban aujourd'hui, Paris-Beyrouth*, CNRS Éditions-CERMOC, 1994.
- B. LABAKI, *Introduction à l'histoire économique du Liban: soie et commerce extérieur en fin de période ottomane (1840-1914)*, Beyrouth, Publication de l'Université libanaise, 1984.
- B. LABAKI et K. ABOU RJEILY, *Le Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- R. van LEEUMAN, *Notables and Clergy in Mount Lebanon: The Khazen Sheiks and the Maronite Church, 1730-1840*, Leiden. E.J. Brill, 1994.
- Y. MESSAROVITCH et P. VALLIAND (dirs.), *L'économie internationale en mouvement*, Paris, Hachette, 1991.
- J. MOUWANNES, *Les éléments structuraux de la personnalité libanaise: essai anthropologique*, Beyrouth, Presses de l'Université Kaslik, 1973.

- R. NABA, *Rafic Hariri, un homme d'affaires premier ministre*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- E. PICARD, *Liban: État de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*, Paris, Flammarion, 1988.
- N. RICHANI, *Dilemmas of Democracy and Political Parties in Sectarian Societies: The Case of the Progressive Socialist Party of Lebanon, 1949-1996*, New York, St. Martin's Press, 1998.
- N. SHEHADI (éd.), *The Idea of Lebanon: Economy and State in the Cénacle libanais, 1946-1954*, Oxford, Center for Lebanese Studies, 1987.
- N. SHEHADI et Dana HAFFAR MILLS (éds.), *Lebanon: A History of Conflict and Consensus*, Oxford-London, Center for Lebanese Studies-I.B. Tauris, 1988.
- N. SHEHADI et B. HARNEY (éds.), *Politics and the Economy in Lebanon*, Oxford-London, Center for Lebanese Studies for Near and Middle Eastern Studies (London University), 1989.
- J. SMEHA, *Par décision, non par coïncidence. Sur la moralité de la Deuxième République, Beyrouth*, Dar Al-Jadid, 1996 (en arabe).
- G. TUÉNI, *Liban: une guerre pour les autres*, Paris, J.-C. Lattès, 1985.
- R. WILSON, *Economic Development in the Middle East*, New York, Routledge, 1995.

### 3. Thèses

- J. DAHER, *The Tertiarization of the Lebanese Economy: The Transition from Feudalism to Capitalism and European Commodity Export*, thèse de doctorat, Los Angeles, Calif., University of Southern California, 1994.
- A. KHATER, *She Married Silk: A Rewriting of Peasant History in 19th Century Mount Lebanon*, thèse de doctorat, Berkely, University of California, 1993.
- Y. OZVEREN, *The Making and Unmaking of an Ottoman Port City: Nineteenth Century Beirut, Its Hinterland and the World Economy*, thèse de doctorat, Binghamton, State University of New York, 1990.
- R. SAMARA, *Urban Reconstruction in the Twentieth-Century: The Postwar Deconstruction of Beirut, Lebanon*, thèse de maîtrise, Montréal, School of Architecture, McGill University, 1996.
- F. SASSINE, *Le Libanisme maronite: contribution à l'étude d'un discours politique*, thèse de 3e cycle, Université de Paris-Sorbonne, 1979.
- M. J. TUTUNJI, *The Political Economy of Class Formation and Class Struggle by Communal Groups: A Case Study of the Lebanese Civil War, 1975-1976*, thèse de doctorat, Washington, Georgetwon University, 1995.

### 4. Articles

- Y. AL-KHALIL, "Economic Development in Lebanon since 1982", *Beirut Review*, no 3, printemps 1992  
(<http://www.lcps-lebanon.org/pub/breview/br3/ykhalil3.html>).
- J. A. AOUDIA, "Enjeux économiques de la politique euro-méditerranéenne", *Maghreb-Machrek*, no 153, juillet-septembre 1996, pp. 24-44.

- B. BANKS, A. J. DAY et T. C. MULLER (éds.), "Lebanon", dans *Political Handbook of the World: 1997*, New York, McGraw-Hill, 1997, pp. 477-485.
- A. BEYDOUN, "À la recherche d'un fantôme", dans H. NYSSEM et S. WESPEISER (dirs.), *Le Liban second*, Paris, maison des cultures du monde, 1996, pp. 27-34.
- N. BEYHUM, "Les Démarcations au Liban d'hier à aujourd'hui", dans KIWAN, *Le Liban aujourd'hui*, *op.cit.*, pp. 275-296.
- B. CAMPBELL, "La Banque mondiale et le FMI: entre la stabilisation financière et l'appui au développement", *Interventions économiques*, no 26, automne 1994-hiver 1995, pp. 111-140.
- B. CAMPBELL, "Débats actuels sur la reconceptualisation de l'État par les organismes de financement multilatéraux et l'USAID", *Politique africaine*, no 61, mars 1996, pp. 18-28.
- H. CHALAQ, "The Reforms of Civil Service in Lebanon" (<http://www.csb.gov.lb/english/reforms.htm>).
- S. CHAMI, "Economic Performance in a War-Economy: The Case of Lebanon", *Revue canadienne d'études du développement*, vol. 13, no 3, 1992, pp. 325-336.
- D. CHEVALLIER, "Comment l'État a-t-il été compris au Liban", dans SHEHADI et HAFFAR MILLS, *Lebanon*, *op.cit.*
- J. M. COBB, *Lebanon's Recovery and Reconstruction*, décembre 1997 (<http://pw2.netcom/~interdev/leb1.htm>).
- G. CORM, "Le Liban entre l'Orient et l'Occident", dans BALTA et CORM, *L'avenir du Liban*, *op.cit.*, pp. 160-172.
- J. COUSSY, "Économie et politique du développement", dans C. COULON et D.-C. MARTIN (éds.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 129-139.
- B. DIB, "Les accords de Taëf: Traité ou document de travail?", *Politique étrangère*, vol. 55, no 2, été 1990, pp. 357-367.
- A. van DUYN, "A Warrant on Reconstruction", *Euromoney*, no 306, octobre 1994, pp. 16-18.
- M. FAKSH, "The Shi'a Community of Lebanon: A New Assertive Political Force", *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 14, no 3, 1991, pp. 33-56.
- R. FALK, "The Cruelty of Geopolitics: The Fate of Nation and State in the Middle East", *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 20, no 3, 1991, pp. 383-393.
- L. FAWAZ, "The Changing Balance of Forces between Beirut and Damascus in Nineteenth and Twentieth Centuries", *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, no 5-6, 1990, pp. 208-214.
- K. FIRRO, "Silk and Agrarian Change in Lebanon, 1860-1914", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 22, no 2, mai 1990, pp. 151-169.
- M. GILSEAN, "Akkar before the Civil War", *Middle East Report*, vol. 22, no 1, janvier-février 1990.
- S.R. HAKIM et S. ANDARY, "The Lebanese Central Bank and the Treasury Bills Market", *Middle East Journal*, vol. 51, no 2, printemps 1997.
- K. HAMDAN, "Les Libanais face à la crise économique et sociale", *Maghreb-Machrek*, no 125, juillet-août-septembre 1989, pp. 19-39.
- K. HAMDAN, "About the Confessional State in Lebanon", dans L. FAWAZ (ed.), *State and Society in Lebanon*, Oxford, Tufts University-Center for Lebanese Studies, 1990, pp. 93-99.

- J. HARIK, "Change and Continuity Among the Lebanese Druze Community: The Civil Administration of the Mountains, 1983-1990", *Middle Eastern Studies*, vol. 29, no 3, juillet 1993, pp. 377-398.
- L. G. HOBEIKA, "Can Beirut Become a Regional Financial Center by 1996?", *Middle East Executive Report*, vol. 17, no 9, septembre 1994, pp. 9-15.
- A. HOURANI, "Ideologies of the Mountain and the City", dans R. Owen (éd.), *Essays on the Crisis in Lebanon*, Ithaca, Ithaca Press, 1976, pp. 34-45.
- N. ISSA, "Les Structures économiques et le conflit libanais", dans KIWAN, *Le Liban aujourd'hui*, *op.cit.*, pp. 179-192.
- C. KNIGHT, "Traditional Influences Upon Lebanese Politics", *Journal of Social, Political, and Economic Studies*, vol. 17, no 3-4, automne-hiver 1992, pp. 327-343.
- A. KUBURSI, "Reconstructing and/or Reconstituting. The Post-War Lebanese Economy: The Role of Infrastructure Development", dans KHALAF et KHOURY, *Recovering Beirut*, *op.cit.*, pp. 166-182.
- B. LABAKI, "L'Économie politique du Liban indépendant, 1943-1975", dans SHEHADI et HAFFAR MILLS, *Lebanon: A History of Conflict*, *op.cit.*, pp. 166-180.
- B. LABAKI, "Development Policy in Lebanon between Past and Future", *Beirut Review*, no 6, automne 1993 (<http://www.lcps-lebanon.org/pub/breview/br6/labakibr6>).
- R. van LEEUMAN, "Monastic Estates and Agriculture Transformation in Mount Lebanon", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 23, no 4, 1991, pp. 601-617.
- S. MAKDISSI, "Reconstructing History in Central Beirut", *Middle East Report*, vol. 27, no 2, printemps 1997, pp. 23-25 et 30.
- U. MAKDISSI, "Reconstructing the Nation-State. The Modernity of Sectarianism in Lebanon", *Middle East Report*, vol. 26, no 3, juillet-septembre 1996, pp. 23-26 et 30.
- C. H. MOORE, "Le système bancaire libanais. Les substituts financiers d'un ordre politique", *Maghreb-Machrek*, no 99, janvier-février-mars 1983, pp. 30-46.
- S. NASR, "Lebanon's War: Is the End in Sight", *Middle East Report*, vol. 20, no 1, janvier-février 1990, pp. 5-8 et 30.
- S. NASR, "New Social Realities and Post-War Lebanon: Issues for Reconstruction", dans Khalaf et Khoury, *Recovering Beirut*, *op.cit.*
- C. NEHME, "Banking Secrecy in Lebanon: A Comparison with Switzerland", *Middle East Executive Report*, vol. 18, no 1, janvier, 1995, pp. 8, 16.
- K. NORKOMAA, "The Reconstruction of Lebanon", *Paper Presented at the Third Nordic Conference on Middle Eastern Studies ("Ethnic Encounters and Cultural Change")*, Joensuu, Finland, 19-22 juin, 1995 (<http://www.hf-uib.no/paj/norkomaa.html>).
- S. M. NSOULI, A. BISAT et O. KANAAN, "The European Union's New Mediterranean Strategy", *Finance and Development*, vol. 33, no 3, septembre 1996, pp. 14-17.
- F. OSSEIRAN, "Dollarisation et dévaluation: l'expérience libanaise", dans KIWAN, *Le Liban aujourd'hui*, *op.cit.*, pp. 167-178.
- C. H. PERCY, "The Hariri Foundation: Building Leadership for Lebanon's Future", *American-Arab Affairs*, no 20, printemps 1987, pp. 91-95.
- E. PICARD, "Les habits neufs du communautarisme libanais", *Cultures et conflits*, no 15-16, automne-hiver 1994, pp. 49-70.

- E. PICARD, "Liban", dans *L'État du monde. Édition 1994*, Paris-Montréal, La Découverte-Boréal, 1993, pp. 322-324.
- M. RODINSON, "Aux origines du "Pacte national": Contribution à l'histoire de la crise franco-libanaise de 1943", *Welt des Islams*, vol. 28, 1988, pp. 445-474.
- P. RONDOT, "Du "Liban plural""", dans BALTA et CORM, *L'avenir du Liban, op.cit.*, pp. 39-41.
- E. SABA, "Prospects for Lebanon's Economy", dans SHEHADI et HARNEY, *Politics and the Economy in Lebanon, op.cit.*, pp. 1-6.
- N. SALAM, "Individu et citoyen au Liban", dans KIWAN, *Le Liban aujourd'hui, op.cit.*, pp. 137-150.
- G. TUÉNI, "Peut-on refaire le Liban?", *Politique étrangère*, vol. 55, no 2, été 1990, pp.343-356.
- V. PERTHES, "Myths and Money: Four Years of Hariri and Lebanon's Preparation for a New Middle East", *Middle East Report*, vol. 27, no 2, printemps 1997, pp. 16-21.
- R. SAYIGH, "Palestinians in Lebanon: Harsh Present, Uncertain Future", *Journal of Palestine Studies*, vol. 25, no 1, automne 1995, pp. 37-53.
- A. SID AHMED, A., "The Barcelona Cooperation Framework: Implications for Arab Economies of the Middle East", *Tiers Monde*, vol. 37, no 148, octobre-décembre 1996, pp. 919-935.
- J. TABET, "Towards a Master Plan for Post-War Lebanon", dans KHALAF et KHOURY, *Recovering Beirut, op.cit.*, pp. 81-100.
- *The Beirut Review*, "The Hariri Government's Policies: Interview with Prime Minister Rafiq Al-Hariri (Excerpts)", no 5, printemps 1993 (<http://www.lcps-lebanon.org/pub/breview/hariri5pt1.html>).
- F. TRABOULSI, "Confessional Lines", *Middle East Report*, vol. 20, no 1, janvier-février 1990, pp. 9-10.

### 5. Journaux et magazines

- D. ABU KHATTAR, "Liban: troïka, attelage et cie", *Arabies*, no 113, mai 1996, pp. 12-23.
- Z. ABU RIZK, "MPs back huge T-bill offering to settle accounts", *The Daily Star*, 28 mai 1999.
- *Alayam*, "Hariri fait appel à un développement arabe distinct du processus de paix", 29 mai 1997 (en arabe).
- "Hariri: le Liban ne sera pas affecté par la crise financière", *Alhayat*, 3 septembre 1998 (en arabe).
- *Arabweek*, "Des manquements dans la Déclaration ministérielle", 12 décembre 1998 (en arabe).
- *Alhayat*, "Hariri: le Liban ne sera pas affecté par la crise financière", 3 septembre 1998 (en arabe).
- G. AYACHE, "Un autre budget pour hypothéquer l'avenir", *Assafir*, 19 janvier 1998 (en arabe).
- G. AYACHE, "Un développement sans financement!", *Assafir*, 12 juin 1999 (en arabe).

- Lana CAPTAN et Reem HADDAD, "Beirut "dying" under architectural assault", *The Daily Star*, 12 décembre 1997.
- G. CORM, "Le "miracle libanais" en péril", *Le Monde diplomatique*, avril 1998, p. 4.
- M. DAOUK, "Lonely at the top- Hariri complains of plots to unseat him and rekindle civil war", *The Daily Star*, 17 décembre 1997.
- C. DAGHER, "With Lebanese President's Second Term, Democracy Suffers Severe Blow", *Washington Report on Middle East Affairs*, décembre 1995, p. 35.
- S. DARROUS, "Musa drops unemployment bomb", *The Daily Star*, 4 février 1999.
- J. B. DONOVAN, "A New Picture of the Developing World", *Vital Speeches of the Day*, vol. 61, no 1, décembre 1994, pp. 110-112.
- O. HABIB, "House loans need more flexibility as most Lebanese are far from qualified", *The Daily Star*, 10 août 1998.
- O. HABIB, "Corruption is bad for business not higher taxes, says the World Bank", *The Daily Star*, 29 janvier 1999.
- O. HABIB, "Salameh speaks out against rising level of income tax", *The Daily Star*, 24 février 1999.
- O. HABIB, "Corm is back with new VAT", *The Daily Star*, 11 mai 1999.
- O. HABIB, "World bank to help survey candidates for privatization", *The Daily Star*, 12 décembre 1998.
- S. KASSIR, "Au Liban, un pouvoir sans responsabilité, des querelles sans enjeux", *Le Monde diplomatique*, octobre 1994, pp. 20-21
- S. KASSIR, "Désordre établi au Liban", *Le Monde diplomatique*, février 1997, p. 7.
- *La Revue du Liban*, "Nouveau plan de sauvetage, "mais pas de solutions radicales et rapides"...", no 1973, novembre-décembre 1997.
- *L'Orient-Le jour*, "Cri d'alarme de Michel Moussa. 25% de chômeurs au Liban", 4 février 1999.
- *L'Orient-Le jour*, "La commission des Finances s'oppose à l'octroi de pouvoirs exceptionnels au CDR et à la Caisse des déplacés", *L'Orient-Le Jour*, 14 janvier 2000.
- *Magazine*, "À propos de la querelle sur les fonds municipaux. Une arnaque organisée", no 2126 du 7 août 1998 (<http://www.magazine.com.lb/magazine.com.lb/2126/htms/liban>).
- C. MALLAT, "Hariri wins two and loses two EU standards", *The Daily Star*, 17 août 1998.
- S. McARTHUR, "Special Report: Friends of Lebanon Meet in Washington", *Washington Report on Middle East Affairs*, janvier-février 1997, p. 29.
- *Middle East Executive Report*, "Doing Business in Lebanon: Sectors with Best Potential, Rundown of Investment Rules", vol. 17, no 8, août 1994, pp. 9, 13.
- M. MILLER, "Postwar Beirut Now Beckons Americans", *Los Angeles Times*, 5 décembre 1997.
- M. MOGHRABI, "Un projet de loi sur l'acquisition des actions de SOLIDERE", *Alhayat*, 3 septembre 1997 (en arabe).
- *Monday Morning*, "Walid Jumblatt: Administrative reform is impossible in the context of a confessional State", 20 novembre 1997.

- *Monday Morning*, “MP Adnan Arakji: A call for the Lebanese to bite the bullet”, 10 décembre 1997.
- *Monday Morning*, “Minister Hassan Shalak: Reform of the civil service will continue, come what may”, 14 juin 1999.
- K. OWEISS, “Kuwait, UAE join Gulf states in \$1 bn bid to help struggling Lebanese pound”, *The Daily Star*, 17 janvier 1997.
- J. SMEHA, “Le Liban est “mondialisé” avant le temps”, *Alhayat*, 7 janvier 2000 (en arabe).
- S. W. STEZER, “Lebanon’s Rebirth Beginning”, *ENR*, vol. 232, no 2, 10 janvier 1992, pp. 20-21.
- J. STACKHOUSE, “World Bank and IMF open crusade against corruption”, *The Globe and Mail*, 20 septembre 1997, p. 1.
- *The Daily Star*, “Parliament defines term “privatization””, 11 mars 1999.
- *The Daily Star*, “IMF Backing for Corm. Analysis urges intensification of austerity program and further increases on gas and taxes”, 17 juillet 1999.
- R. TUTTLE et T. SCHELLEN, “Free trade with Syria falls flat in first year”, *The Daily Star*, 7 janvier 2000.

## **6. Agences de presse**

- *Reuters*, “Lebanon will not devalue currency Minister”, 1 décembre 1997.
- *Xinhua*, “Lebanon to borrow heavily on foreign currencies”, 4 décembre 1997.